



Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale

Recueil de données

Septembre 2007

**Revenu agricole,
situation financière
et
aide gouvernementale**

Recueil de données

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Septembre 2007

Revenu agricole, situation financière et aide gouvernementale
Recueil de données

Septembre 2007

Direction de la recherche et de l'analyse
Direction générale des politiques stratégiques

Tout point de vue exprimé, qu'il soit énoncé clairement, sous-entendu ou interprété à partir du contenu de la présente publication, ne reflète pas nécessairement la politique d'Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Publication n° 10352B
Catalogue n° A21-44/2007F-PDF
ISBN n° 978-0-662-07483-0
ISSN n° 1482-977

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
SECTION A	
Revenu agricole	3
Méthodologie sur le revenu agricole	13
SECTION B	
Situation financière des exploitations agricoles	15
Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles	28
SECTION C	
Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire	31
Méthodologie des dépenses publiques	48
SECTION D	
Estimations du soutien à l'agriculture	53
Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE	63

LISTE DES TABLEAUX

SECTION A : Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1998-2006	5
Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2001-2006	8
Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2003-2005	10
Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2003-2005.	11
Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société, Canada, 2004	12

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1997-2006	17
Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1993-2007	18
Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2001-2002 à 2006-2007 .	19
Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1999-2000 à 2006-2007	20
Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005.	21
Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2006 et 2007	26
Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2006 et 2007.	26
Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2002-2006	27

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2007-2008	33
Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008	35
Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008	41
Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008.	45
Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008 .	47

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2004-2006	55
Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	56
Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	57
Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	59
Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	59
Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	60
Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	62
Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006	62

LISTE DES FIGURES

SECTION A : Revenu agricole

- Graphique A.1(a) : Revenu agricole au Canada (dollars courants), 1996-2006. 7
 Graphique A.1(b) : Revenu agricole au Canada (en dollars de 2002), 1996-2006. 7

SECTION B : Situation financière des exploitations agricoles

- Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au
 31 décembre, 2002-2006. 17
 Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2006 18
 Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province,
 au 31 mars 2005 19
 Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la
 LPAACFC, année fiscale 2006 20
 Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1995-2007 25

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

- Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur
 agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2007-2008. 33
 Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale 34
 Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB
 agricole et agroalimentaire. 46

ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international	LPCA	Loi sur les programmes de commercialisation agricole
CCB	Commission canadienne du blé	LSPA	Loi sur la stabilisation des prix agricoles
CNS	Coefficient nominal de soutien	PCSRA	Programme canadien de stabilisation du revenu agricole
CSRN	Compte de stabilisation du revenu net	PDF	Programme de données fiscales
ESC	Estimation du soutien aux consommateurs	PIB	Produit intérieur brut
ESP	Estimation du soutien aux producteurs	PRA	Programme de paiements relatifs au revenu agricole
EST	Estimation du soutien total	RARB	Régime d'assurance du revenu brut
ESSG	Estimation du soutien aux services d'intérêt général	SEE	Société pour l'expansion des exportations
FAC	Financement agricole Canada	VPA	Valeur de production ajustée
LPAACFC	Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative		

SIGNES CONVENTIONNELS

n.c.	non calculé
..	nombres indisponibles
...	nombres n'ayant pas lieu de figurer
x	confidentiel

INTRODUCTION

Ce recueil de données se divise en quatre sections : La section A renferme de l'information relative au revenu agricole, la section B traite de la situation financière des exploitations agricoles, la section C renferme des données sur les dépenses publiques pour le secteur agroalimentaire, et la section D renferme de l'information sur les estimations du soutien à l'agriculture. Des notes sur la méthodologie empruntée sont fournies à la fin de chaque section. La présente édition renferme les données les plus récentes concernant les principaux indicateurs économiques et financiers.

PERSONNES-RESSOURCES

SECTION A : Revenu agricole

Revenu agricole au niveau agrégé

Tony McDougall

Tél.: 613-759-7268

Internet: mcdougallt@agr.gc.ca

Revenu agricole familial et revenu agricole au niveau de la ferme

Dave Culver

Tél.: 613-759-1894

Internet: culverd@agr.gc.ca

SECTION B : Situation financière

La dette agricole, les faillites agricoles, les prêts de Financement agricole Canada (FAC) et la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC)

Joe King

Tél.: 613-759-7277

Internet: kingjoe@agr.gc.ca

L'actif, le passif, l'avoir net et les nouveaux investissements

John Caldwell

Tél.: 613-759-1923

Internet: caldwej@agr.gc.ca

Le taux hypothécaire du FAC et le taux d'intérêt préférentiel, les prix des engrais et des carburants, et les dépenses

Xianqiang, Zhang

Tél.: 613-759-7367

Internet: zhangx@agr.gc.ca

SECTION C : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Luc Tanguay

Tél.: 613-759-7114

Internet: tanguayl@agr.gc.ca

SECTION D : Estimations du soutien à l'agriculture

Luc Tanguay

Tél.: 613-759-7114

Internet: tanguayl@agr.gc.ca



SECTION A

Revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1998-2006

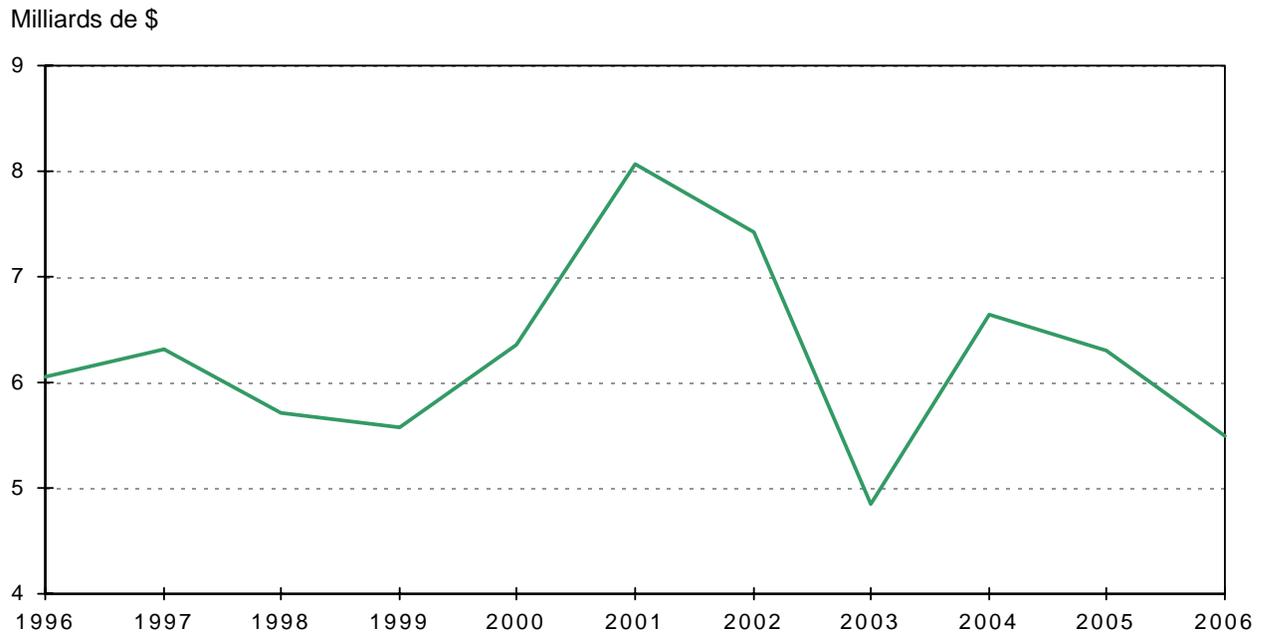
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Recettes des cultures											
1998	13	203	121	166	1 182	3 134	1 629	4 081	2 504	790	13 822
1999	14	224	138	186	1 263	3 158	1 401	3 665	2 331	837	13 218
2000	15	186	139	168	1 257	3 356	1 313	3 375	2 344	910	13 062
2001	16	151	121	192	1 273	3 251	1 519	3 784	2 290	994	13 591
2002	22	220	131	219	1 414	3 618	1 913	3 747	2 137	1 034	14 455
2003	17	219	151	197	1 428	3 735	1 700	2 839	1 971	1 142	13 401
2004	17	186	138	178	1 458	3 596	1 784	3 275	2 600	1 202	14 434
2005	15	196	132	186	1 441	3 622	1 286	3 135	2 371	1 097	13 481
2006	16	237	134	216	1 507	3 822	1 275	3 637	2 551	1 087	14 482
Recettes du bétail											
1998	59	110	241	180	3 050	3 646	1 217	1 235	3 713	991	14 443
1999	61	107	240	186	3 184	3 695	1 291	1 400	3 971	1 028	15 163
2000	59	120	263	196	3 624	4 094	1 551	1 571	4 511	1 100	17 090
2001	63	126	281	215	3 857	4 526	1 800	1 687	5 240	1 171	18 964
2002	62	119	262	197	3 645	4 263	1 716	1 710	5 087	1 130	18 191
2003	64	113	259	200	3 644	4 127	1 598	1 374	3 709	1 082	16 171
2004	70	123	290	204	4 012	4 346	1 639	1 485	3 981	1 012	17 162
2005	75	126	301	207	3 999	4 522	1 821	1 805	4 366	1 173	18 394
2006	79	121	304	200	3 849	4 443	1 784	1 729	4 300	1 150	17 960
Recettes totales du marché											
1998	73	313	362	345	4 231	6 779	2 846	5 316	6 217	1 780	28 265
1999	74	331	379	372	4 447	6 853	2 692	5 065	6 303	1 865	28 381
2000	74	306	402	363	4 881	7 450	2 863	4 946	6 855	2 010	30 152
2001	78	278	402	406	5 130	7 777	3 319	5 471	7 530	2 165	32 555
2002	84	340	393	416	5 059	7 880	3 629	5 457	7 223	2 164	32 646
2003	82	332	409	398	5 072	7 863	3 298	4 213	5 681	2 224	29 572
2004	87	309	427	382	5 470	7 943	3 422	4 760	6 581	2 214	31 596
2005	90	322	434	393	5 440	8 144	3 106	4 939	6 737	2 270	31 875
2006	95	359	438	416	5 356	8 265	3 060	5 366	6 851	2 237	32 442
Paiements des programmes											
1998	0	11	14	6	593	201	92	235	235	34	1 422
1999	0	19	15	6	653	333	216	476	218	41	1 976
2000	0	17	12	6	541	422	287	777	708	39	2 809
2001	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
2002	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
2003	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
2004	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
2005	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
2006	1	21	15	34	896	662	626	1 267	945	105	4 572
Recettes monétaires totales											
1998	73	324	377	351	4 824	6 980	2 938	5 552	6 452	1 814	29 686
1999	75	350	393	378	5 100	7 186	2 908	5 540	6 521	1 906	30 357
2000	75	323	414	369	5 422	7 872	3 151	5 723	7 563	2 048	32 961
2001	79	336	420	413	5 754	8 554	3 701	6 491	8 349	2 224	36 321
2002	85	364	405	424	5 527	8 504	3 848	6 461	8 262	2 195	36 075
2003	83	355	426	410	5 947	8 448	3 606	5 813	7 049	2 283	34 420
2004	88	349	452	418	6 305	8 617	3 853	5 950	8 024	2 402	36 458
2005	91	368	461	433	6 189	8 945	3 805	6 263	7 854	2 390	36 799
2006	96	380	452	450	6 252	8 927	3 686	6 633	7 796	2 342	37 014

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2007.

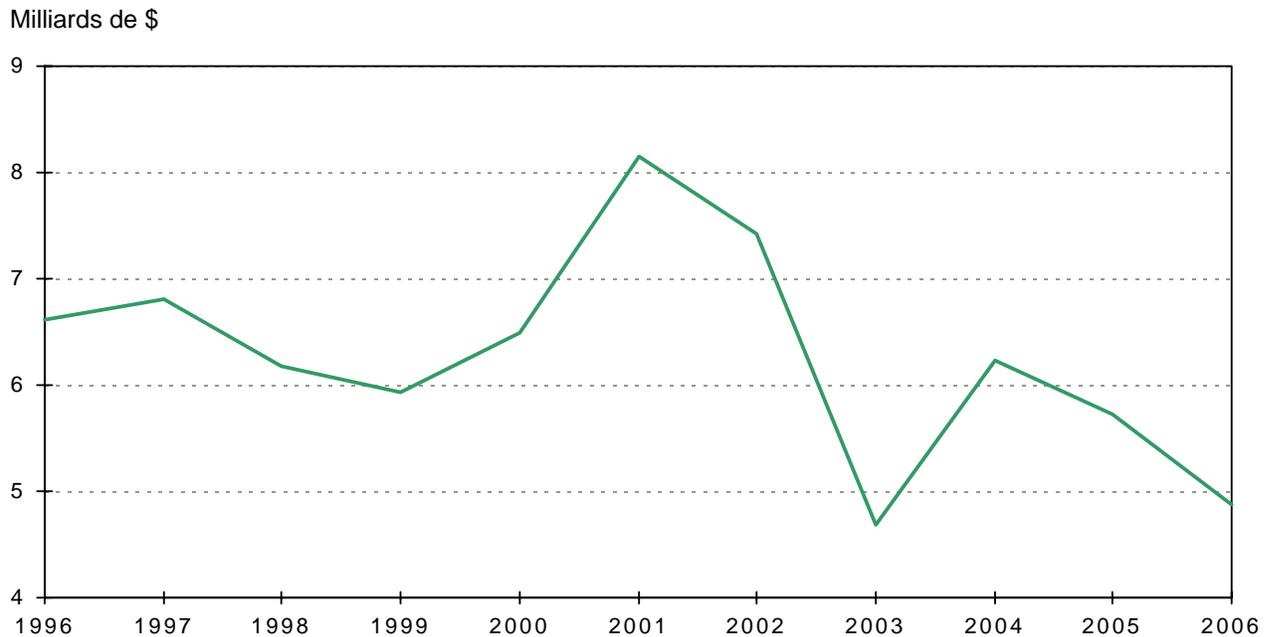
Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces, 1998-2006 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
Dépenses d'expl. nettes											
1998	64	259	305	289	3 740	5 849	2 381	4 289	5 285	1 519	23 980
1999	64	271	312	297	3 902	5 999	2 376	4 277	5 722	1 566	24 787
2000	67	282	330	320	4 228	6 402	2 563	4 573	6 157	1 680	26 603
2001	71	291	350	341	4 469	6 963	2 790	4 770	6 441	1 769	28 255
2002	74	311	361	348	4 550	7 132	2 919	4 795	6 290	1 876	28 656
2003	78	317	378	363	4 868	7 291	3 068	4 994	6 292	1 923	29 572
2004	83	322	382	364	5 048	7 328	3 139	5 011	6 191	1 946	29 815
2005	85	330	386	375	5 004	7 495	3 055	5 265	6 460	2 041	30 496
2006	89	347	398	390	5 160	7 752	3 269	5 323	6 695	2 093	31 515
Revenu net comptant											
1998	10	66	72	62	1 084	1 131	557	1 262	1 168	295	5 707
1999	11	78	81	81	1 198	1 187	532	1 263	799	340	5 570
2000	8	41	85	49	1 194	1 470	587	1 150	1 406	368	6 357
2001	8	45	70	72	1 285	1 590	912	1 721	1 909	456	8 066
2002	11	54	43	76	977	1 372	929	1 666	1 972	319	7 420
2003	4	38	48	46	1 079	1 157	538	819	757	360	4 847
2004	6	27	71	54	1 257	1 289	714	939	1 832	456	6 644
2005	6	38	74	59	1 185	1 450	750	997	1 394	349	6 302
2006	7	33	55	60	1 092	1 174	417	1 310	1 102	249	5 499
Revenu net réalisé											
1998	5	32	33	32	661	217	189	330	146	85	1 729
1999	7	45	40	47	745	244	152	328	-260	125	1 471
2000	3	5	39	12	702	483	209	239	336	147	2 176
2001	3	9	22	32	759	577	522	788	803	233	3 748
2002	6	19	-5	35	443	293	541	768	870	70	3 041
2003	-1	4	0	6	519	93	133	-82	-361	110	423
2004	0	-9	21	12	716	245	318	32	734	202	2 271
2005	1	-1	23	15	603	387	352	92	271	91	1 834
2006	1	-7	4	17	538	132	25	418	-16	-16	1 096
Revenu net total											
1998	6	19	34	30	659	234	244	353	306	120	2 006
1999	9	42	36	36	762	231	126	659	238	128	2 268
2000	4	22	37	22	634	302	384	530	375	150	2 461
2001	4	-58	20	27	847	472	457	159	543	252	2 723
2002	6	98	-4	53	462	440	515	36	-208	88	1 486
2003	-1	0	-1	2	625	172	540	799	581	154	2 871
2004	1	-3	20	3	843	566	260	922	1 278	177	4 068
2005	1	-22	22	23	578	395	125	749	562	47	2 479
2006	1	14	1	40	433	48	357	8	-361	-62	479

Source : Statistique Canada, nos. 21-010-XIF et 21-011-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2007.

Graphique A.1(a) : Revenu net comptant (dollars courants), Canada, 1996-2006

Source : Données historiques, Statistique Canada, n° 21-010-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*, mai 2007.

Graphique A.1(b) : Revenu net comptant (en dollars de 2002), Canada, 1996-2006

Source : Calculs d'Agriculture et Agroalimentaire Canada, à partir des données de Statistique Canada et de celles du Conference Board du Canada pour le déflateur du PIB.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2001-2006

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2001											
Assurance-récolte ¹	0	7	1	1	75	219	86	297	222	10	918
CSRN	0	7	3	2	8	122	59	167	66	8	442
Subventions laitières	0	1	1	1	17	15	1	1	3	3	42
Aide-désastre au revenu	0	6	4	3	5	109	118	237	129	16	627
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	516	0	0	0	0	0	516
Autres paiements ²	0	37	9	0	2	313	118	319	400	23	1 222
Paiements totaux	1	59	18	6	624	777	382	1 020	819	60	3 766
Rabais sur intrants	0	0	0	0	87	5	0	31	19	0	142
Total	1	59	18	7	711	782	382	1 051	838	60	3 908
Primes des producteurs	0	1	0	0	157	38	47	148	82	3	477
2002											
Assurance-récolte ¹	0	6	0	1	42	219	77	580	477	5	1 407
CSRN	0	9	6	4	11	170	78	216	110	12	616
Subventions laitières	0	0	0	0	4	3	0	0	1	0	9
Aide-désastre au revenu	0	9	2	1	6	58	46	138	114	11	387
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	395	0	0	0	0	0	396
Autres paiements ²	1	0	2	2	10	174	18	69	336	2	615
Paiements totaux	1	24	11	8	468	623	219	1 004	1 039	31	3 429
Rabais sur intrants	0	0	0	0	79	13	0	17	11	0	119
Total	1	24	11	8	547	636	219	1 020	1 050	31	3 548
Primes des producteurs	0	2	0	0	82	46	52	176	123	3	485
2003											
Assurance-récolte ¹	0	1	1	1	47	119	86	929	519	4	1 707
CSRN	0	7	8	6	15	191	87	246	148	16	723
Subventions laitières	0	6	1	1	4	40	27	141	204	17	440
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	711	0	0	0	0	0	711
Stabilisation provinciale	0	8	7	5	98	236	109	284	498	22	1 266
Autres paiements ²	1	23	16	12	875	585	308	1 600	1 368	59	4 848
Paiements totaux	0	0	0	0	83	6	0	1	12	0	101
Rabais sur intrants	1	23	16	12	958	591	308	1 601	1 380	59	4 949
Total	0	2	0	0	206	61	65	221	168	3	727
Primes des producteurs	0	1	1	1	47	119	86	929	519	4	1 707

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2007.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs, Canada et provinces, 2001-2006 (suite)

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
2004											
Assurance-récolte ¹	0	3	0	3	63	82	84	280	230	10	756
PCSRA	0	11	6	14	7	108	79	222	305	25	777
CSRN	0	11	8	11	16	223	125	298	220	22	934
Aide-désastre au revenu	0	3	2	1	1	16	14	94	99	8	237
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	626	0	0	0	0	0	626
Autres paiements ²	1	12	9	7	122	246	129	297	588	122	1 532
Paiements totaux	1	40	25	36	835	674	430	1 190	1 443	188	4 862
Rabais sur intrants	0	0	0	0	86	5	1	0	19	0	111
Total	1	40	25	36	921	680	431	1 190	1 461	188	4 973
Primes des producteurs	0	3	0	0	196	54	81	207	156	3	700
2005											
Assurance production ¹	0	6	1	5	59	50	299	277	115	8	820
PCSRA	1	27	7	23	253	212	187	505	450	50	1 715
CSRN	0	4	4	5	8	92	65	157	94	12	442
Aide-désastre au revenu	0	0	0	0	0	82	0	0	0	0	82
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	391	0	0	0	0	0	391
Autres paiements ²	0	8	15	7	38	364	149	384	458	50	1 473
Paiements totaux	1	46	27	40	749	800	699	1 323	1 117	120	4 923
Rabais sur intrants	0	0	1	0	96	5	20	0	15	0	137
Total	1	46	28	40	845	806	718	1 323	1 132	120	5 060
Primes des producteurs	0	3	0	2	123	44	59	216	159	3	610
2006											
Assurance production ¹	0	6	2	6	56	41	146	143	189	14	600
PCSRA	1	10	9	22	181	249	258	446	360	71	1 606
CSRN	0	3	3	4	7	72	47	109	63	9	317
Aide-désastre au revenu	0	14	8	15	8	124	93	316	404	33	1 014
Stabilisation provinciale	0	0	0	0	542	0	0	0	0	0	542
Autres paiements ²	0	-12	-7	-13	103	176	82	254	-70	-21	492
Paiements totaux	1	21	15	34	896	662	626	1 267	945	105	4 572
Rabais sur intrants	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	145
Total	1	21	15	34	896	662	626	1 267	945	105	4 717
Primes des producteurs	0	4	0	2	161	42	69	200	158	0	640

Source : Statistique Canada, n° 21-015-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2007.

¹ Excluant l'assurance privée contre la grêle. Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production

² Les autres paiements comprennent les programmes tels que l'assurance-grêle privée ainsi que le programme de redressement de l'industrie dans le sillage de l'encéphalopathie spongiforme bovine et sous forme d'aide spéciale.

Tableau A.3 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme, Canada et provinces, 2003-2005

Province	2003	2004	2005	05/04
	- Dollars par ferme -			
Terre-Neuve				
Revenus d'exploitation	342 936	421 335	471 209	12 %
Dépenses d'exploitation	317 597	387 893	422 692	9 %
Bénéfice net d'exploitation	25 339	33 442	48 517	45 %
Île-du-Prince-Édouard				
Revenus d'exploitation	296 904	285 619	307 827	8 %
Dépenses d'exploitation	260 624	259 332	273 147	5 %
Bénéfice net d'exploitation	36 280	26 287	34 680	32 %
Nouvelle-Écosse				
Revenus d'exploitation	221 516	218 847	226 468	3 %
Dépenses d'exploitation	193 937	184 201	191 813	4 %
Bénéfice net d'exploitation	27 579	34 646	34 655	0 %
Nouveau-Brunswick				
Revenus d'exploitation	288 734	274 304	303 288	11 %
Dépenses d'exploitation	244 023	234 856	256 048	9 %
Bénéfice net d'exploitation	44 711	39 448	47 240	20 %
Québec				
Revenus d'exploitation	264 537	282 385	293 611	4 %
Dépenses d'exploitation	226 546	239 899	244 752	2 %
Bénéfice net d'exploitation	37 991	42 486	48 859	15 %
Ontario				
Revenus d'exploitation	224 922	229 346	237 427	4 %
Dépenses d'exploitation	198 180	201 810	205 677	2 %
Bénéfice net d'exploitation	26 742	27 536	31 750	15 %
Manitoba				
Revenus d'exploitation	229 327	240 278	235 277	-2 %
Dépenses d'exploitation	197 286	204 442	203 949	0 %
Bénéfice net d'exploitation	32 041	35 836	31 328	-13 %
Saskatchewan				
Revenus d'exploitation	130 878	130 667	143 212	10 %
Dépenses d'exploitation	111 735	111 773	123 497	10 %
Bénéfice net d'exploitation	19 143	18 894	19 715	4 %
Alberta				
Revenus d'exploitation	215 338	205 726	230 103	12 %
Dépenses d'exploitation	194 775	176 201	203 009	15 %
Bénéfice net d'exploitation	20 563	29 525	27 094	-8 %
Colombie-Britannique				
Revenus d'exploitation	248 176	250 637	271 068	8 %
Dépenses d'exploitation	222 762	225 396	243 326	8 %
Bénéfice net d'exploitation	25 414	25 241	27 742	10 %
Canada				
Revenus d'exploitation	207 689	210 184	223 861	7 %
Dépenses d'exploitation	182 122	181 400	193 812	7 %
Bénéfice net d'exploitation	25 567	28 784	30 049	4 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada, 2003-2005

Type de ferme	2003	2004	2005	05/04
	- Dollars par ferme -			
Élevage de bovins laitiers et production laitière				
Revenus d'exploitation	322 523	340 336	375 817	10 %
Dépenses d'exploitation	248 738	262 184	281 933	8 %
Bénéfice net d'exploitation	73 785	78 152	93 884	20 %
Élevage de bovins de boucherie				
Revenus d'exploitation	170 433	155 729	170 083	9 %
Dépenses d'exploitation	163 731	143 445	158 616	11 %
Bénéfice net d'exploitation	6 702	12 284	11 467	-7 %
Élevage de porcs				
Revenus d'exploitation	793 886	898 544	943 310	5 %
Dépenses d'exploitation	754 752	817 137	834 111	2 %
Bénéfice net d'exploitation	39 134	81 407	109 199	34 %
Élevage de volailles et production d'oeufs				
Revenus d'exploitation	743 932	804 466	830 282	3 %
Dépenses d'exploitation	663 735	701 859	707 893	1 %
Bénéfice net d'exploitation	80 197	102 607	122 389	19 %
Culture de plantes oléagineuses et de céréales				
Revenus d'exploitation	138 173	141 396	149 224	6 %
Dépenses d'exploitation	111 751	116 322	126 157	8 %
Bénéfice net d'exploitation	26 422	25 074	23 067	-8 %
Culture de pommes de terre				
Revenus d'exploitation	598 228	619 287	726 091	17 %
Dépenses d'exploitation	495 261	542 695	606 402	12 %
Bénéfice net d'exploitation	102 967	76 592	119 689	56 %
Culture de fruits et de noix				
Revenus d'exploitation	154 587	160 337	168 139	5 %
Dépenses d'exploitation	132 883	139 359	149 322	7 %
Bénéfice net d'exploitation	21 704	20 978	18 817	-10 %
Autres cultures de légumes et de melons				
Revenus d'exploitation	285 750	307 043	312 344	2 %
Dépenses d'exploitation	243 854	269 459	268 285	0 %
Bénéfice net d'exploitation	41 896	37 584	44 059	17 %
Culture en serre et en pépinière et floriculture				
Revenus d'exploitation	729 241	721 390	784 648	9 %
Dépenses d'exploitation	661 523	656 944	712 740	8 %
Bénéfice net d'exploitation	67 718	64 446	71 908	12 %
Tous les types de fermes				
Revenus d'exploitation	207 689	210 184	223 861	7 %
Dépenses d'exploitation	182 122	181 400	193 812	7 %
Bénéfice net d'exploitation	25 567	28 784	30 049	4 %

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales et Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN).

Tableau A.5 : Revenu agricole familial moyen selon la source et la tranche de revenu¹, fermes non constituées en société, Canada, 2004

Revenu de la famille agricole (avant amortissement)	Nombre de familles		Revenus d'un travail hors-ferme ²	Revenus de placement	Revenus de pensions	Autres revenus hors-ferme ³	Revenus hors-ferme total	Revenus nets d'exploitation	Total des revenus de la famille
	Nombre	% du total							
Toutes les fermes									
Moins de 10 000 \$ ⁴	6 590	5,0	12 823	2 596	4 020	4 720	24 159	-46 109	-21 950
10 000 \$ - 19 999 \$	5 700	4,4	8 980	1 857	6 216	4 137	21 189	-5 730	15 459
20 000 \$ - 29 999 \$	9 970	7,6	10 565	2 028	8 489	4 085	25 166	340	25 507
30 000 \$ - 39 999 \$	12 790	9,8	13 813	2 900	9 316	4 193	30 221	4 886	35 107
40 000 \$ - 49 999 \$	12 750	9,7	20 519	2 882	8 683	5 061	37 145	8 653	45 797
50 000 \$ - 99 999 \$	51 300	39,2	38 566	4 311	7 958	5 795	56 630	16 521	73 151
100 000 \$ +	31 900	24,4	90 239	12 542	7 813	7 967	118 561	46 539	165 100
TOTAL	130 970	100,0	42 262	5 671	7 892	5 840	61 666	16 586	78 252
Petites exploitations (recettes agricoles de 10 000 \$ à 49 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	3 010	4,8	12 151	..	5 108	2 958	22 724	-29 991	-7 267
10 000 \$ - 19 999 \$	3 510	5,6	7 289	1 961	8 284	3 265	20 799	-5 273	15 526
20 000 \$ - 29 999 \$	6 410	10,2	10 082	2 171	11 117	3 548	26 918	-1 379	25 538
30 000 \$ - 39 999 \$	7 380	11,8	14 251	3 389	12 751	3 446	33 836	912	34 749
40 000 \$ - 49 999 \$	6 840	10,9	24 875	3 456	12 030	4 476	44 836	428	45 265
50 000 \$ - 99 999 \$	23 600	37,6	51 067	4 660	11 194	4 703	71 625	152	71 776
100 000 \$ +	12 020	19,2	129 733	15 468	11 092	6 107	162 399	-708	161 691
TOTAL	62 750	100,0	50 444	5 940	10 986	4 517	71 887	-1 801	70 086
Exploitations moyennes (recettes agricoles de 50 000 \$ à 99 999 \$)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	1 400	5,7	11 479	2 464	3 954	4 451	22 349	-35 194	-12 845
10 000 \$ - 19 999 \$	1 240	5,0	11 681	1 474	3 290	4 710	21 155	-5 328	15 827
20 000 \$ - 29 999 \$	1 860	7,5	11 388	1 788	4 287	4 297	21 760	3 490	25 250
30 000 \$ - 39 999 \$	2 930	11,9	14 129	2 273	5 669	4 688	26 759	8 953	35 712
40 000 \$ - 49 999 \$	2 710	11,0	18 324	2 604	6 454	5 339	32 721	13 641	46 363
50 000 \$ - 99 999 \$	10 050	40,7	37 430	5 720	7 918	5 869	56 938	15 510	72 447
100 000 \$ +	4 500	18,2	101 345	14 514	9 115	7 954	132 928	16 462	149 391
TOTAL	24 680	100,0	39 483	5 877	6 978	5 794	58 131	9 877	68 008
Grandes exploitations (recettes agricoles de 100 000 \$ et plus)									
Moins de 10 000 \$ ⁴	2 170	5,0	14 629	2 806	2 558	7 334	27 327	-75 523	-48 196
10 000 \$ - 19 999 \$	950	2,2	11 699	1 973	2 397	6 601	22 670	-7 953	14 717
20 000 \$ - 29 999 \$	1 710	3,9	11 468	1 750	3 220	5 863	22 301	3 343	25 644
30 000 \$ - 39 999 \$	2 460	5,6	12 128	2 180	3 369	5 840	23 516	12 015	35 532
40 000 \$ - 49 999 \$	3 210	7,4	13 085	1 893	3 425	6 075	24 478	21 894	46 372
50 000 \$ - 99 999 \$	17 640	40,5	22 488	3 042	3 652	7 212	36 394	39 007	75 401
100 000 \$ +	15 380	35,3	56 162	9 682	4 873	9 424	80 142	92 268	172 410
TOTAL	43 540	100,0	32 044	5 168	3 951	7 772	48 936	46 891	95 828

Source : Statistique Canada, Projet de données complètes sur les fermes, Programmes des données fiscales.

¹ Basé sur le revenu de la famille provenant de toutes les sources : revenu agricole (bénéfice net d'exploitation) et revenu hors ferme.

² Le revenu d'un travail hors ferme inclut les « salaires et traitements » et les « revenus nets d'un travail indépendant non agricole ».

³ Autres revenus hors ferme incluent les « transferts sociaux gouvernementaux et les REER ».

⁴ Comprend les pertes.

Méthodologie sur le revenu agricole

Tableau A.1 : Recettes, dépenses et revenus agricoles, Canada et provinces

Le *revenu net comptant* (revenus bruts moins les charges d'exploitation) est une mesure des liquidités dont disposent les producteurs agricoles. Il représente les sommes disponibles pour le remboursement des dettes, les investissements ou les retraits par le propriétaire. Le *revenu net réalisé* mesure les flux financiers tant monétaires (revenu comptant) que non monétaires (amortissement et revenu en nature) des exploitations agricoles. Il représente le revenu agricole net d'une année donnée, peu importe l'année à laquelle les denrées ont été produites. Le *revenu net total* mesure les flux financiers et les variations de stocks des exploitations agricoles. Il évalue la production économique agricole de l'année au cours de laquelle les biens agricoles ont été produits. Il représente le revenu provenant du capital du propriétaire, de la main-d'œuvre impayée, de la gestion et du risque.

Les recettes tirées des cultures et du bétail ne comprennent que les recettes provenant des ventes de produits agricoles par les filières commerciales et exclut les ventes directes entre producteurs à l'intérieur d'une même province.

Les paiements des programmes comprennent les paiements bruts versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes fédéraux, provinciaux et municipaux. Les paiements représentent les montants effectivement reçus par les producteurs au cours d'une année civile, sauf certains programmes de la catégorie Autres paiements qui correspondent à une année financière ou à une année-récolte. Les paiements sont répartis sur l'année pendant laquelle ils sont effectivement reçus par les producteurs.

Les paiements du CSRN ne représentent que les retraits des producteurs du Fonds 2 (Fonds gouvernemental). Les gros montants accumulés dans le Fonds 1 (Fonds des producteurs) et les facteurs de déclenchement non réalisés dans le Fonds 2 ne sont pas compris.

Les dépenses d'exploitation comprennent des paiements d'aide du gouvernement tels que les programmes de crédits provinciaux et autres pouvant réduire le coût des intrants. Les primes payées par les producteurs pour bénéficier des divers programmes d'assurance font aussi partie des dépenses.

Les dépenses d'exploitation comprennent tous les frais occasionnés par l'achat de biens et de services à l'extérieur du secteur agricole de chaque province, dans le cadre de la production de marchandises agricoles.

Graphique A.1(a) et (b) : Revenu agricole au Canada en dollars courants et en dollars de 1997

Les revenus réels sont exprimés en dollars de 1997. L'indice implicite des prix du produit intérieur brut (indice du PIB, 2002 = 100) est utilisé comme déflateur.

Tableau A.2 : Paiements directs bruts des programmes et primes des producteurs

Les paiements des programmes englobent les paiements bruts/indemnités versés directement aux producteurs dans le cadre de programmes législatifs comme le CSRN, de même que les programmes provinciaux de stabilisation du revenu et d'autres programmes spéciaux d'aide au revenu comme l'aide spéciale accordée aux victimes de la sécheresse. Les paiements versés en vertu du CSRN représentent les retraits du Fonds 2 (Fonds gouvernemental).

Les indemnités d'assurance production comprennent uniquement celles des programmes publics; les indemnités de l'assurance-grêle privée sont exclues. Ces dernières sont comprises dans la catégorie « autres paiements ».

Par les primes qu'ils paient, les producteurs contribuent aussi aux programmes gouvernementaux tels que l'assurance production et certains programmes provinciaux de stabilisation du revenu.

Tableau A.3 et Tableau A.4 : Revenus d'exploitation, dépenses d'exploitation et bénéfice net d'exploitation, par ferme, par province (A.3) et par type de ferme (A.4)

Les estimations du revenu agricole du Programme des données fiscales et Compte de Stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) sont calculées à partir d'un échantillon de déclarants dont le revenu agricole brut était positif ou dont le revenu agricole net était différent de zéro, selon la déclaration d'impôt sur le revenu (Revenu Canada, T1, général), ainsi que d'un échantillon de sociétés agricoles déclarant des ventes totales (recettes brutes plus les recettes de coentreprises) de 25 000 \$ et plus et qui sont classées comme exploitation agricole conformément au Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN). Selon le SCIAN les exploitations agricoles sont celles dont 50 p. 100 ou plus des ventes proviennent d'activités agricoles. Aux fins des tableaux statistiques, on a exclu les fermes non constituées en société dont les recettes agricoles étaient inférieures à 10 000 \$.

Les estimations de revenu du PDF/CSRN diffèrent des données officielles sur les recettes et les dépenses publiées dans les Statistiques économiques agricoles de Statistique Canada (n° 21-011 et n° 21-012 catalogue). On trouvera l'explication de certaines de ces différences dans "Pour comprendre des mesures du revenu agricole" de Statistique Canada (n° 21-525 au catalogue).

Par revenus d'exploitation, on entend les recettes tirées de la vente des produits agricoles ainsi que les paiements de programmes et les indemnités d'assurance du gouvernement. Les recettes provenant de la vente des produits de la forêt et les autres revenus agricoles sont également inclus.

Par dépenses d'exploitation, on entend les dépenses d'entreprises avant amortissement, et engagées par les exploitants agricoles pour l'achat de biens et de services utilisés dans la production de denrées agricoles.

Tant dans les recettes agricoles que dans les dépenses d'exploitation, les ventes et les achats entre fermes sont pris en compte.

Le type d'exploitation a été déterminé en se fondant sur le pourcentage que représente les ventes de produits agricoles. Ainsi, c'est le produit

ou groupe de produits que représente au moins 50 p. 100 des ventes de la ferme qui détermine l'activité principale de l'exploitation. On se sert maintenant du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) pour le classement des fermes.

Pour une description détaillée de la méthodologie utilisée, prière de se reporter à *Base de données complètes sur les exploitations agricoles, Manuel de référence*, de Statistique Canada (n° 21F0005GPF au catalogue).

Tableau A.5 : Revenu familial moyen selon la source et la tranche de revenu, fermes non constituées en société

Le revenu familial total est calculé à partir des dossiers d'impôt personnel de chacun des membres de la famille. Les familles agricoles sont identifiées en vérifiant deux dossiers sources : l'échantillon des personnes exploitant une ferme non constituée en société du Programme des données fiscales et du Compte de stabilisation du revenu net (PDF/CSRN) et le fichier d'impôt des familles (T1FF), qui renferme les unités familiales constituées par la Division des données régionales et administratives (DDRA) de Statistiques Canada.

Les particuliers et les familles qui suivent sont exclus :

- 1) particulier n'appartenant pas à une famille de type conventionnel ou à une famille monoparentale;
- 2) familles dont les membres tirent la totalité de leurs revenus de sources non agricoles;
- 3) familles dont les membres exploitent plus d'une ferme;
- 4) familles qui exploitent une ferme déclarant des recettes d'exploitation brutes inférieures à 10 000 \$.

Pour établir les estimations du revenu non agricole, on additionne les postes de revenus non agricoles des membres de la famille et on applique la pondération appropriée à chaque enregistrement correspondant à une famille.

Pour une description plus complète de cette méthodologie, consulter *Statistiques sur les revenus des familles agricoles*, Statistique Canada, n° 21-207-XIF au catalogue.



SECTION B

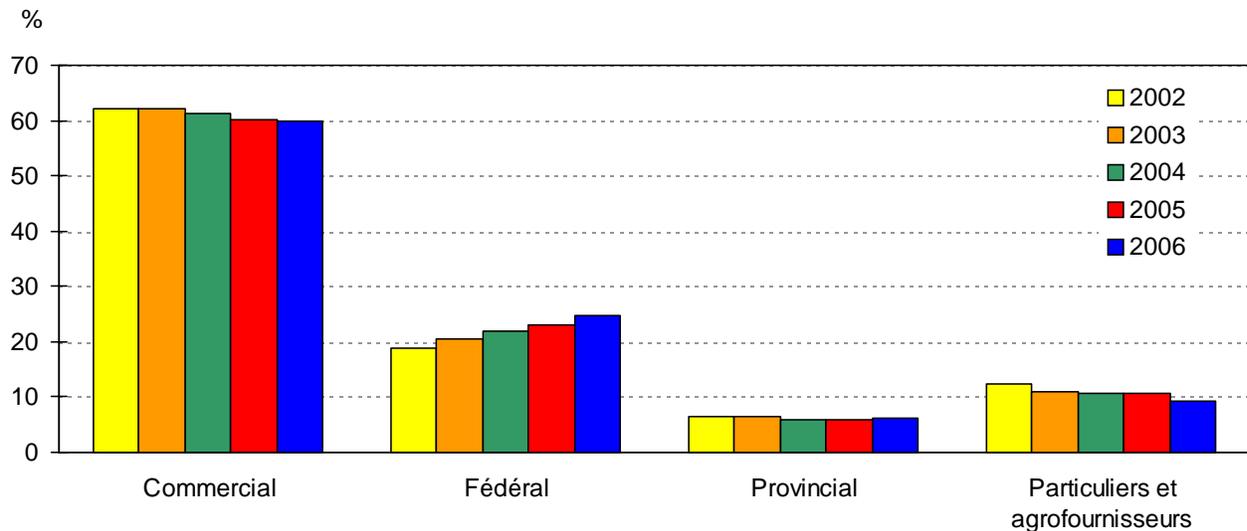
Situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole, Canada et provinces, 1997-2006

	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	Canada
- millions de \$ -											
1997	41	377	365	331	5 435	6 866	2 820	5 171	7 611	1 652	30 671
1998	44	420	401	358	6 097	7 635	3 151	5 584	8 219	1 859	33 768
1999	49	443	422	383	6 845	8 206	3 510	5 810	8 685	2 073	36 425
2000	47	472	465	427	7 611	9 097	3 715	5 962	9 128	2 156	39 078
2001	54	508	491	472	8 133	9 692	3 948	6 061	9 485	2 217	41 060
2002	60	542	501	454	9 021	10 928	4 201	6 009	9 673	2 279	43 668
2003	64	604	551	556	9 426	11 419	4 721	6 528	10 342	2 431	46 642
2004	74	643	612	554	9 852	12 108	5 055	6 690	10 478	2 672	48 738
2005	78	643	733	608	10 395	12 762	5 551	6 786	10 708	2 700	50 963
2006	90	632	665	580	10 534	13 053	5 805	7 025	10 996	2 968	52 349

Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2007.

Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteurs, Canada, au 31 décembre, 2002-2006



Source : Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles par province, 1993-2007

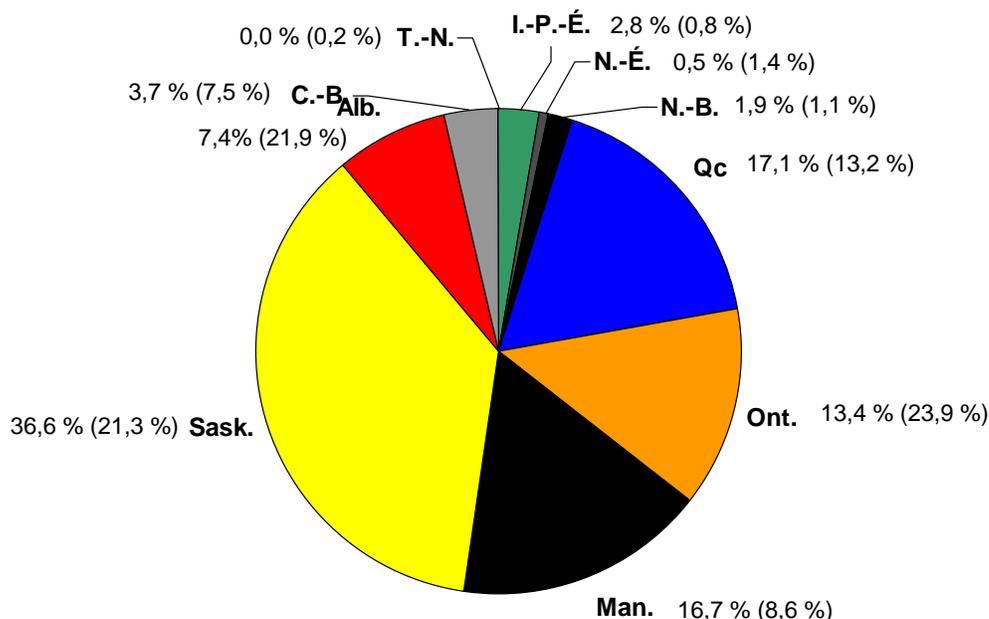
	T.-N.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	Qc	Ont.	Man.	Sask.	Alb.	C.-B.	T.N.-O./Yn	Canada
1993	1	7	4	2	49	22	13	166	80	5	0	349
1994	0	3	2	3	67	15	7	132	68	11	0	308
1995	1	0	8	5	33	23	10	94	87	12	0	273
1996	0	0	5	4	54	17	24	95	75	1	0	275
1997	0	4	6	4	54	15	19	76	61	4	0	243
1998	0	1	4	1	47	12	27	92	55	5	0	244
1999	0	1	2	2	42	17	29	99	45	6	0	243
2000	0	1	4	2	40	20	18	76	38	14	0	213
2001	1	2	4	0	57	23	19	64	44	6	0	220
2002	0	2	1	4	28	30	41	50	32	9	0	197
2003	0	1	4	1	46	22	28	59	46	15	0	222
2004	0	6	3	2	31	34	27	64	56	4	0	227
2005	0	3	0	2	33	25	26	75	66	6	0	236
2006	0	6	1	4	37	29	36	79	16	8	0	216
2006*	0	2	0	1	14	15	21	44	13	5	0	115
2007*	1	2	1	2	11	9	11	24	10	0	0	71

Source : Bureau du surintendant des faillites.

Note: À compter de 2004, les statistiques seront fondées sur le Système de classification des industries de l'Amérique du Nord plutôt que sur la Classification type des industries.

* janvier à septembre, système de classification des industries de l'Amérique du Nord

Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles par province, 2006



Sources : Bureau du surintendant des faillites et Statistique Canada, Recensement de l'agriculture, 2001.

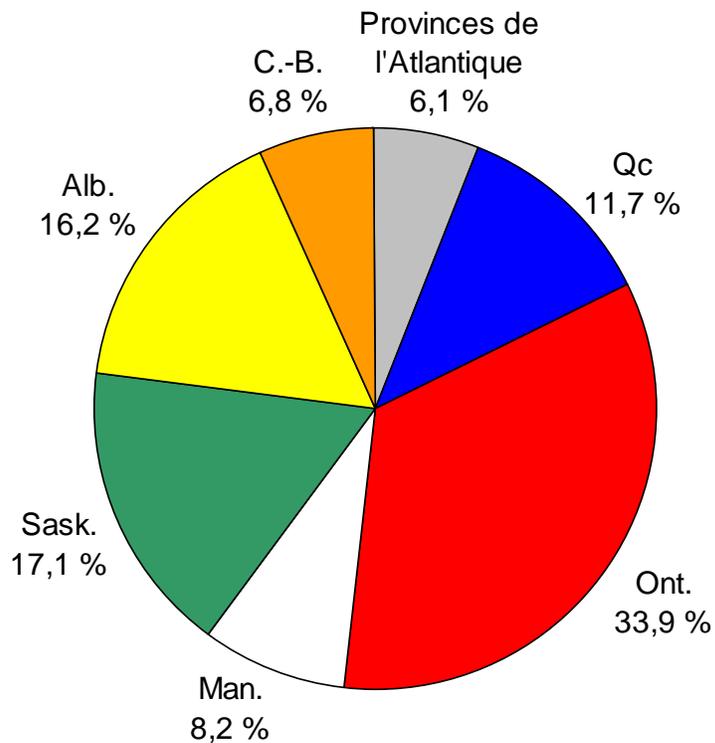
Note : La répartition en pourcentage du nombre total d'exploitations agricoles par province, pour 2001, est indiquée entre parenthèses. Elle est tirée du Recensement de l'agriculture, 2001.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC), 2001-2002 à 2006-2007

	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre total de prêts	75 888	78 442	82 551	85 650	88 559	91 658
Montant total des prêts (en millions de \$)	7 709	8 804	10 039	11 150	12 310	13 550
Nombre de prêts approuvés	16 753	25 133	26 529	27 948	28 634	28 684
Montant des prêts approuvés (en millions de \$)	2 102	2 561	2 862	3 067	3 317	3 715
Montant moyen des prêts approuvés (\$)	125 470	101 914	107 871	109 747	115 852	129 504

Source : Financement agricole Canada.

Graphique B.3 : Répartition provinciale du montant du portefeuille de prêts de FAC, par province, au 31 mars 2005



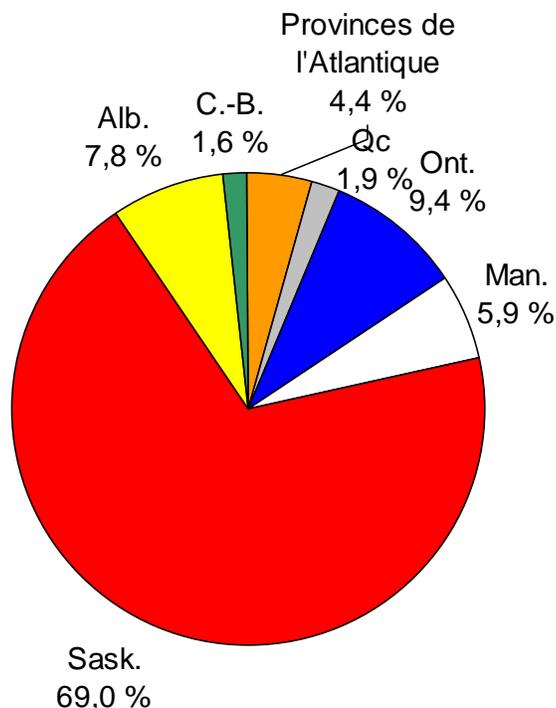
Source : Financement agricole Canada.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC), 1999-2000 à 2006-2007

	1999-2000	2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007
Nombre de nouveaux prêts enregistrés	7 628	6 304	5 659	4 722	3 155	2 829	2 128	1 803
Montant des nouveaux prêts enregistrés (en milliers de \$)	215 998	189 087	178 732	160 425	105 601	105 095	74 472	63 901
Montant moyen des nouveaux prêts enregistrés (\$)	28 316	29 995	31 584	33 974	33 471	37 149	34 996	35 442

Source : Pour 1999-2000 à 2002-2003, rapport de rendement d'Agriculture et Agroalimentaire Canada. Pour 2003-2004 à 2006-2007, Division des programmes de commercialisation nationaux de l'Administration de la LPAACFC; Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Graphique B.4 : Répartition provinciale du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, année fiscale 2006



Source : Administration de la LPAACFC, Division des programmes nationaux de commercialisation, Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
CANADA								
Actif agricole								
- 2003	2 288 150	779 475	1 679 225	2 692 250	963 775	2 239 400	997 756	1 096 000
- 2004	2 485 245	789 650	1 744 225	2 897 800	990 275	2 566 675	1 018 782	1 134 600
- 2005	2 743 915	892 635	2 097 375	3 106 570	1 256 595	2 912 255	1 163 000	1 283 380
Passif agricole								
- 2003	558 475	141 925	525 500	520 575	189 100	669 100	175 700	223 800
- 2004	617 200	138 850	555 375	632 450	223 775	810 175	178 250	236 970
- 2005	684 010	134 760	588 515	548 395	257 810	792 170	196 095	247 435
Avoir net								
- 2003	1 729 675	637 550	1 153 725	2 171 675	774 675	1 570 300	822 056	872 200
- 2004	1 868 045	650 800	1 188 850	2 265 350	766 500	1 756 500	840 532	897 630
- 2005	2 059 905	757 875	1 508 860	2 558 175	998 785	2 120 085	966 905	1 035 945
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	105 425	13 100	62 900	58 725	34 000	132 750	36 725	37 200
- 2004	81 075	17 800	81 550	65 000	33 725	108 350	32 875	35 425
- 2005	96 020	16 080	96 645	63 010	40 185	78 150	31 105	35 665
ATLANTIQUE								
Actif agricole								
- 2003	2 323 662	454 244	861 069	1 533 936	484 374	2 166 628	556 691	1 077 743
- 2004	2 399 821	448 952	995 212	1 900 354	576 744	2 298 480	755 763	1 086 122
- 2005	2 626 105	537 065	1 075 610	2 070 550	584 595	2 600 000	971 140	1 222 500
Passif agricole								
- 2003	548 025	59 036	347 473	365 486	87 211	662 778	88 323	259 565
- 2004	530 588	61 628	394 143	381 116	179 758	788 041	143 481	270 330
- 2005	585 955	70 690	455 750	419 685	119 045	782 235	170 335	282 380
Avoir net								
- 2003	1 775 636	395 208	513 596	1 168 450	397 163	1 503 850	468 368	818 178
- 2004	1 869 233	387 324	601 069	1 519 238	396 987	1 510 439	612 282	815 792
- 2005	2 040 150	466 375	619 860	1 650 865	465 550	1 817 650	800 805	940 120
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	107 669	10 314	10 909	43 746	23 922	128 586	16 862	45 063
- 2004	71 783	8 904	46 975	35 625	41 472	73 396	22 771	36 060
- 2005	77 300	9 655	39 005	70 940	20 355	73 605	27 575	35 355

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
QUÉBEC								
Actif agricole								
- 2003	1 856 339	523 571	1 295 863	2 892 060	865 895	1 160 563	1 032 909	1 169 751
- 2004	2 050 139	553 950	1 564 175	2 866 702	831 735	1 604 992	1 034 637	1 223 550
- 2005	2 213 235	578 495	1 260 870	3 180 535	954 435	2 571 465	1 246 720	1 344 395
Passif agricole								
- 2003	510 611	131 363	560 322	519 161	214 374	306 757	243 806	317 346
- 2004	561 192	141 433	691 008	564 475	231 921	522 862	259 355	341 425
- 2005	606 675	129 700	537 870	581 045	273 980	667 835	298 135	356 920
Avoir net								
- 2003	1 345 727	392 210	735 541	2 372 898	651 521	853 806	789 103	852 405
- 2004	1 488 947	412 517	873 167	2 302 227	599 814	1 082 130	775 282	882 125
- 2005	1 606 560	448 795	723 000	2 599 490	680 455	1 903 630	948 585	987 475
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	100 012	17 653	53 116	103 276	30 917	49 937	31 788	52 641
- 2004	64 915	20 326	78 327	-13 071	29 443	81 480	33 166	40 125
- 2005	81 270	15 675	41 285	96 755	40 020	42 745	20 040	41 545
ONTARIO								
Actif agricole								
- 2003	2 487 419	685 238	1 617 208	2 936 091	1 151 871	2 722 231	1 018 461	1 250 706
- 2004	2 666 802	694 854	1 324 579	2 828 867	1 068 434	2 401 356	1 104 640	1 319 300
- 2005	2 819 745	765 045	1 700 490	3 131 945	1 340 925	1 928 245	1 247 380	1 416 105
Passif agricole								
- 2003	524 611	99 016	526 339	550 889	200 708	634 584	171 562	241 601
- 2004	629 028	91 681	441 674	669 974	243 988	599 492	168 350	275 825
- 2005	674 960	99 600	538 775	562 510	271 425	456 690	168 655	270 490
Avoir net								
- 2003	1 962 808	586 223	1 090 869	2 385 202	951 163	2 087 647	846 899	1 009 105
- 2004	2 037 773	603 173	882 905	2 158 893	824 446	1 801 865	936 290	1 043 475
- 2005	2 144 785	665 445	1 161 715	2 569 435	1 069 500	1 471 355	1 078 725	1 145 615
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	106 143	-3 662	46 887	40 031	33 230	154 384	26 622	33 547
- 2004	83 378	12 161	48 681	95 453	41 386	98 455	25 239	38 050
- 2005	87 915	12 990	70 560	37 575	42 595	20 845	30 205	37 900

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
MANITOBA								
Actif agricole								
- 2003	2 323 273	559 137	1 904 976	1 673 881		4 921 225	1 108 437	997 259
- 2004	2 420 845	538 604	2 492 281	2 696 400		5 140 117	1 048 786	988 550
- 2005	2 658 580	608 390	3 150 390	1 729 280		6 247 600	1 139 405	1 081 520
Passif agricole								
- 2003	604 851	115 817	532 328	389 394		1 372 016	225 729	217 669
- 2004	642 690	113 854	585 600	483 636		1 551 683	233 139	221 875
- 2005	691 770	102 790	761 070	266 985		1 705 465	229 920	224 820
Avoir net								
- 2003	1 718 422	443 320	1 372 648	1 284 487		3 549 210	882 708	779 590
- 2004	1 778 155	424 750	1 906 681	2 212 764		3 588 435	815 647	766 675
- 2005	1 966 810	505 595	2 389 320	1 462 295		4 542 135	909 485	856 700
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	98 583	10 992	94 534	65 826	..	403 230	49 970	40 909
- 2004	97 058	15 944	133 848	97 385		289 623	34 539	36 250
- 2005	135 370	10 215	191 905	31 960		257 645	31 960	32 280
SASKATCHEWAN								
Actif agricole								
- 2003	2 574 270	611 516	3 167 768				824 968	774 125
- 2004	1 753 010	600 918	2 273 646				767 599	726 100
- 2005	3 515 325	642 940	6 249 440				913 875	853 230
Passif agricole								
- 2003	555 866	122 149	497 026				150 140	143 725
- 2004	356 899	117 707	469 686				141 167	136 525
- 2005	1 314 450	115 430	986 445				179 230	163 865
Avoir net								
- 2003	2 018 404	489 367	2 670 742				674 828	630 400
- 2004	1 396 111	483 210	1 803 960				626 432	589 575
- 2005	2 200 875	527 510	5 263 000				734 645	689 365
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	-27 772	13 488	189 109				31 134	26 450
- 2004	92 540	18 161	108 142				25 329	24 025
- 2005	157 140	9 980	380 075				28 400	25 025

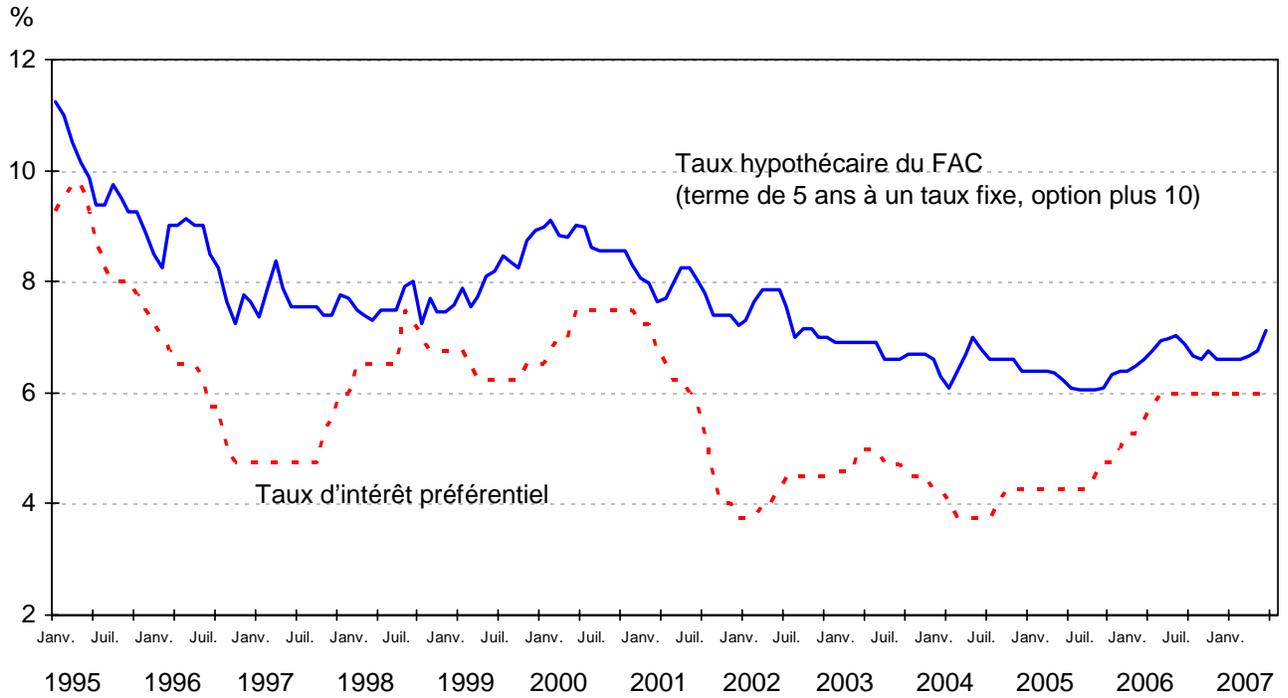
Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements, moyenne par ferme et par type de ferme, Canada et provinces, 2003, 2004 et 2005 (suite)

	Produits laitiers	Bovins	Porcs	Volaille	Fruits et légumes	Pommes de terre	Céréales	Toutes les fermes
ALBERTA								
Actif agricole								
- 2003	3 633 425	1 070 605	2 782 866	1 948 459		2 747 907	1 271 892	1 202 022
- 2004	4 040 618	1 066 572	2 758 964	2 694 785		4 023 067	1 421 402	1 266 650
- 2005	5 037 620	1 294 905	4 454 650	3 374 840		4 609 075	1 519 530	1 470 915
Passif agricole								
- 2003	994 499	198 499	513 120	416 782		1 138 509	187 474	212 835
- 2004	1 041 703	187 999	657 989	599 100		1 159 539	209 151	219 350
- 2005	1 160 150	187 570	708 500	670 995		1 378 595	205 450	216 175
Avoir net								
- 2003	2 638 926	872 106	2 269 746	1 531 677		1 609 398	1 084 418	989 187
- 2004	2 998 915	878 572	2 100 975	2 095 685		2 863 528	1 212 251	1 047 300
- 2005	3 877 470	1 107 335	3 746 150	2 703 845		3 230 480	1 314 080	1 254 740
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	152 755	22 183	91 615	63 061	..	138 150	53 054	38 594
- 2004	110 238	23 013	147 300	117 284		229 289	53 876	38 650
- 2005	200 320	23 565	221 235	183 100		138 960	39 560	38 765
COLOMBIE-BRITANIQUE								
Actif agricole								
- 2003	4 061 588	910 749	914 546	3 229 244	1 093 369	3 338 976	857 375	1 419 411
- 2004	4 690 914	966 138	1 626 929	3 880 638	1 298 598	2 494 542	1 166 761	1 610 875
- 2005	6 252 155	1 057 910	2 681 810	3 823 055	1 748 255	4 707 180	1 437 525	1 909 620
Passif agricole								
- 2003	951 167	119 407	262 578	635 579	219 912	415 448	122 885	279 227
- 2004	914 106	117 186	450 293	802 247	232 136	740 601	180 826	299 175
- 2005	1 122 605	103 035	619 190	612 315	292 710	303 730	227 930	328 430
Avoir net								
- 2003	3 110 421	791 342	651 968	2 593 665	873 456	2 923 528	734 491	1 140 184
- 2004	3 776 809	848 952	1 176 636	3 078 391	1 066 461	1 753 941	985 934	1 311 700
- 2005	5 129 550	954 875	2 062 620	3 210 740	1 455 545	4 403 450	1 205 600	1 581 190
Nouveaux investissements (nets)								
- 2003	159 396	14 829	2 229	69 070	44 253	267 607	23 886	41 404
- 2004	208 861	1 438	-5 299	42 120	33 101	71 381	24 502	45 425
- 2005	217 510	19 730	132 350	44 380	46 020	107 975	43 490	46 360

Source : Statistique Canada et Agriculture et Agroalimentaire Canada, Enquête financière sur les fermes.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire du FAC et taux d'intérêt préférentiel, 1995-2007



Sources : Financement agricole Canada (FAC) et Revue de la Banque du Canada.

Tableau B.6 : Comparaison entre le Manitoba et Minnesota/Dakota du Nord du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2006 et 2007

	Manitoba		Minnesota/Dakota du Nord	
	été 2006	été 2007	été 2006	été 2007
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	656,20	864,92	593,87	624,52
Urée (46-0-0)	439,91	590,11	405,17	525,65
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	416,73	616,06	392,89	504,55
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	291,38	313,87	233,28	302,35
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	79,12	76,06	66,19	75,34
Essence (ordinaire sans plomb)	89,29	91,13	82,45	75,30

Source : La Corporation Thomsen.

Tableau B.7 : Comparaison entre l'Ontario et Michigan/Ohio/Indiana du prix moyen des engrais et des carburants sélectionnés, 2006 et 2007

	Ontario		Michigan/Ohio/Indiana	
	le 21 juin 2006	le 20 juin 2007	le 21 juin 2006	le 20 juin 2007
Azote (\$CAN/tonne)				
Anhydre d'ammoniaque (82-0-0)	697,69	749,2	638,87	689,33
Urée (46-0-0)	483,84	523,09	467,01	550,32
Solution d'azote 28	319,13	350,1	295,41	359
Nitrate d'ammonium	422,11	455,76	531,41	476,92
Phosphate (\$CAN/tonne)				
Phosphate mono-ammoniacal (11-52-0)	480,86	518,26	417,49	537,01
Phosphate dibasique d'ammonium (18-46-0)	492,46	515,65	421,12	557,15
Superphosphate triple (0-46-0)	483,72	505,43	376,57	482,72
Potasse (\$CAN/tonne)				
Potasse (0-0-60)	373,91	384,48	329,04	318,59
Carburant (\$CAN/litre)				
Diesel	85	82	76	72
Essence (ordinaire sans plomb)	95	99	84	86

Source : Collège Ridgetown, Université de Guelph.

Tableau B.8 : Intrants agricoles, Canada, 2002-2006

	2002	2003	2004	2005	2006
	(000 \$)				
Dépenses liées à la machinerie	3 456 892	3 585 287	3 782 018	4 163 833	4 329 074
Aliments achetés	4 975 877	4 878 341	4 787 220	4 324 925	4 305 424
Salaires en espèces, gîte et couvert	3 653 343	3 750 502	3 799 765	3 915 181	4 037 773
Engrais et chaux	2 258 401	2 499 620	2 491 145	2 564 201	2 653 714
Intérêts	2 315 384	2 313 825	2 247 595	2 313 208	2 692 600
Loyer	1 314 563	1 379 676	1 423 763	1 436 251	1 478 631
Pesticides	1 525 201	1 630 998	1 646 132	1 695 507	1 714 919
Achats de bétail	1 410 550	1 169 465	1 125 217	1 410 410	1 397 320
Semences	1 075 999	1 115 276	1 120 673	1 141 632	1 161 859
Réparations des bâtiments et clôtures	670 426	693 986	709 693	735 355	751 580
Électricité	680 937	692 628	685 418	710 505	759 810
Impôts fonciers	544 851	579 207	591 691	584 565	575 189
Assurance-récolte et grêle	429 032	545 070	525 524	507 226	504 539
Assurance commerciale	571 589	616 061	654 427	676 803	710 205
Insémination et vétérinaire	641 157	654 435	642 699	661 778	683 656
Autres*	3 131 559	3 467 997	3 581 559	3 654 853	3 758 604
Amortissement	4 512 406	4 551 745	4 501 210	4 615 167	4 591 788
Dépenses totales	33 168 167	34 124 119	34 315 749	35 111 400	36 106 685

Source : Statistique Canada, no. 21-012-XIF au catalogue, Statistiques économiques agricoles, mai 2007.

Note : Les montants des dépenses tiennent compte des remises du gouvernement.

*Inclus : Primes de stabilisation, combustibles pour le chauffage, fils et contenants, téléphone, irrigation, travail à forfait et autres dépenses.

Méthodologie sur la situation financière des exploitations agricoles

Tableau B.1 : Dette agricole et Graphique B.1 : Pourcentage de la dette agricole par type de prêteur

Les renseignements concernant la dette agricole et les sources de crédit proviennent de données publiées par la Division de l'agriculture de Statistique Canada, n° 21-014-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.

Tableau B.2 : Nombre de faillites agricoles et Graphique B.2 : Répartition des faillites agricoles

Les faillites ne représentent qu'une seule forme d'échec financier, et les statistiques sur les faillites ne rendent compte que d'une petite partie du nombre total d'agriculteurs qui abandonnent l'agriculture en raison de difficultés financières. Les données sur les faillites sont compilées et diffusées chaque mois par le Bureau du Surintendant des faillites.

Tableau B.3 : Portefeuille de prêts de Financement agricole Canada (FAC) et Graphique B.3 : Répartition du montant du portefeuille de prêt de FAC

Les données de Financement agricole Canada (FAC) sur le total des prêts en cours et des prêts approuvés sont tirées du rapport annuel de FAC 2004-2005. Les renseignements sur la répartition provinciale du total des prêts en cours proviennent de FAC.

Tableau B.4 : Nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC et Graphique B.4 : Répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC

Les données sur les nouveaux prêts enregistrés selon la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) proviennent des rapports sur le rendement du

ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire du Canada portant sur les années 1997-1998 à 2002-2003 et du rapport de l'Administration de la LPAACFC de 2003-2004 et 2004-2005. Les données sur la répartition du montant des nouveaux prêts enregistrés selon la LPAACFC, par province, ont été fournies par l'Administration de la LPAACFC.

Tableau B.5 : Actif, passif, avoir net et nouveaux investissements nets, par type de ferme

Les renseignements sur la valeur moyenne de l'actif agricole, de la dette, des nouveaux investissements nets de même que sur l'avoir net par type de ferme proviennent de l'Enquête financière sur les fermes de 2002, 2003 et 2004. L'Enquête financière sur les fermes est réalisée environ tous les deux ans par Statistique Canada pour Agriculture et Agroalimentaire Canada. On y trouve des données recueillies auprès d'un échantillon de fermes dont les revenus agricoles bruts sont de plus de 10 000 \$.

Les nouveaux investissements nets sont les achats de biens en immobilisation desquels on soustrait les ventes de biens en immobilisation. Le revenu net d'exploitation est le revenu agricole brut moins les dépenses.

Graphique B.5 : Taux hypothécaire de FAC et taux d'intérêt préférentiel

Le taux d'intérêt préférentiel du Canada est publié dans la *Revue de la Banque du Canada* (dont l'adresse électronique est www.bank-banque-canada.ca). Le taux hypothécaire de Financement agricole Canada (FAC) est établi pour un terme de cinq ans à un taux fixe plus dix.

**Tableaux B.6 et B.7 : Prix moyens des engrais
et des carburants sélectionnés**

Les données sur les prix des engrais sont fournies à propos du Manitoba et de l'Ontario avec des comparaisons avec les États américains attenants, par des consultants privés en vertu d'un contrat passé avec Agriculture et Agroalimentaire Canada.

Tableau B.8 : Intrants agricoles

Les dépenses au titre des intrants agricoles tiennent compte des remises du gouvernement. Les remises réduisent certains coûts liés aux intrants. Les achats entre fermes sont exclus.

Pour une description plus détaillée de la méthodologie empruntée, se référer à la publication de Statistique Canada, n° 21-012-XIF au catalogue, *Statistiques économiques agricoles*.



SECTION C

**Dépenses publiques de
soutien au secteur
agroalimentaire**

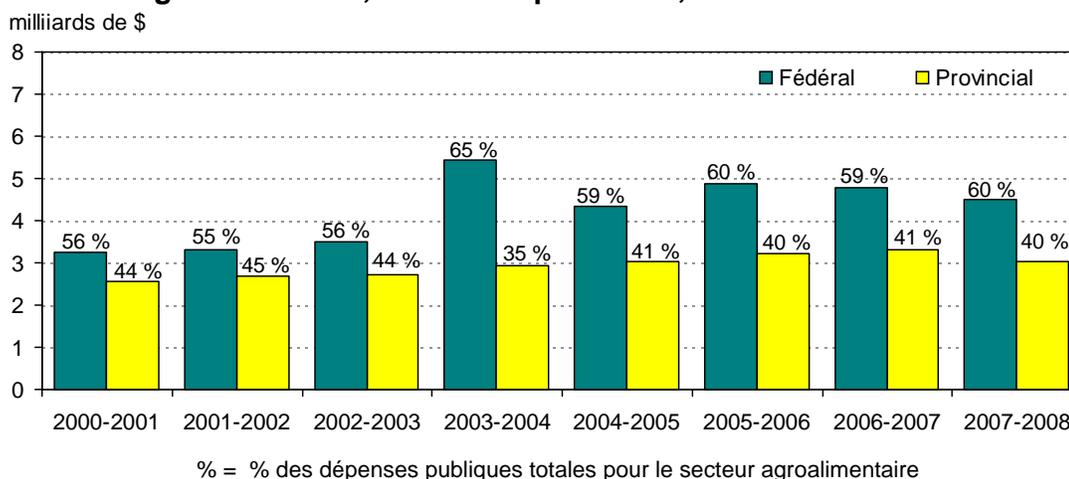
Tableau C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2007-2008

Réparties		2000-2001	2001-2002	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations*
(000 \$)									
T.-N.	Fédéral	4 561	7 693	8 285	6 924	11 585	13 980	9 551	15 899
	Provincial	10 247	9 351	10 532	14 229	10 713	14 872	15 629	23 487
	% Féd.	30,80	45,14	44,03	32,73	51,96	48,45	37,93	40,37
Î.-P.-É.	Fédéral	33 480	39 533	46 007	40 511	46 426	31 231	42 090	44 624
	Provincial	36 396	29 558	29 804	34 463	38 770	31 999	30 911	31 220
	% Féd.	47,91	57,22	60,69	54,03	54,49	49,39	57,66	58,84
N.-É.	Fédéral	22 049	35 607	31 169	40 409	33 759	34 411	43 536	49 986
	Provincial	39 774	44 789	40 672	42 934	49 380	47 394	46 436	56 130
	% Féd.	35,66	44,29	43,39	48,48	40,61	42,06	48,39	47,10
N.-B.	Fédéral	24 964	40 728	30 618	48 206	45 853	33 203	50 411	51 966
	Provincial	24 109	20 814	22 610	23 096	31 962	26 658	25 350	27 912
	% Féd.	50,87	66,18	57,52	67,61	58,93	55,47	66,54	65,06
Qc	Fédéral	448 436	346 802	330 603	587 602	520 191	535 074	549 510	634 215
	Provincial	732 815	591 705	670 114	704 003	708 706	824 398	949 041	1 022 145
	% Féd.	37,96	36,95	33,04	45,49	42,33	39,36	36,67	38,29
Ont.	Fédéral	457 696	581 541	588 254	849 737	674 037	803 031	801 798	896 859
	Provincial	451 528	372 421	424 849	455 240	579 508	540 901	513 204	434 856
	% Féd.	50,34	60,96	58,06	65,12	53,77	59,75	60,97	67,35
Man.	Fédéral	431 952	320 443	415 481	515 006	470 820	606 744	539 169	511 869
	Provincial	204 801	165 555	179 213	273 550	204 798	300 318	230 156	249 904
	% Féd.	67,84	65,94	69,86	65,31	69,69	66,89	70,08	67,19
Sask.	Fédéral	935 063	881 124	869 913	1 269 479	983 488	1 145 356	1 100 842	817 483
	Provincial	334 387	501 300	393 007	431 678	458 902	492 317	431 276	410 949
	% Féd.	73,66	63,74	68,88	74,62	68,18	69,94	71,85	66,55
Alb.	Fédéral	508 864	674 849	766 750	1 492 518	891 119	1 054 405	960 351	833 127
	Provincial	646 228	895 355	886 312	892 947	869 527	878 638	975 497	697 706
	% Féd.	44,05	42,98	46,38	62,57	50,61	54,55	49,61	54,42
C.-B.	Fédéral	95 515	126 114	101 677	198 814	239 455	161 683	214 187	246 807
	Provincial	78 703	73 007	75 983	61 784	82 162	59 065	77 567	79 546
	% Féd.	54,82	63,34	57,23	76,29	74,45	73,24	73,41	75,63
Autres	Fédéral	284 334	270 146	320 697	392 882	422 042	437 051	474 948	396 251
	Provincial	-	-	-	-	-	-	-	-
	% Féd.	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00	100,00
Canada	Fédéral	3 246 914	3 324 582	3 509 456	5 442 089	4 338 774	4 856 169	4 786 393	4 499 085
	Provincial	2 558 987	2 703 856	2 733 095	2 933 925	3 034 428	3 216 560	3 295 067	3 033 857
	% Féd.	55,92	55,15	56,22	64,97	58,85	60,16	59,23	59,73

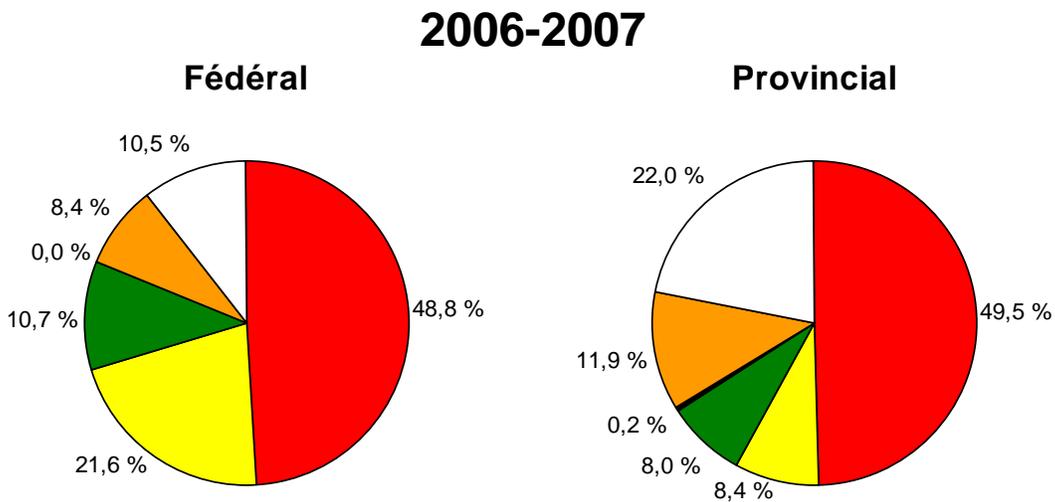
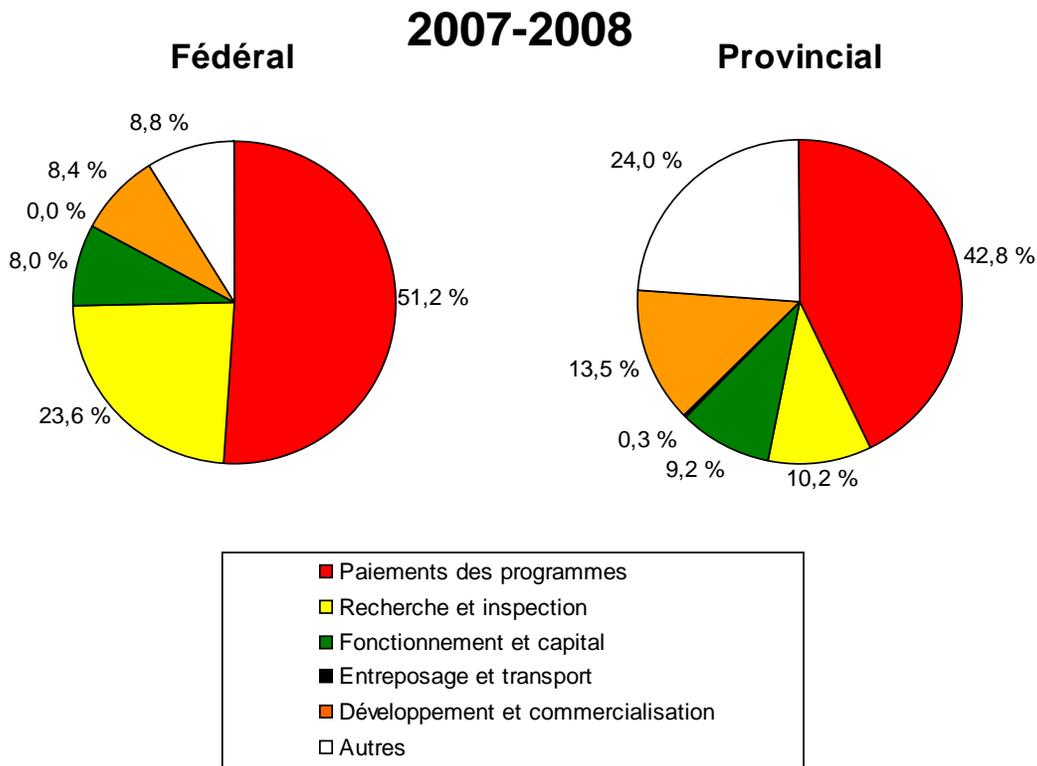
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

*Les budgets supplémentaires des dépenses ne sont pas inclus.

Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2000-2001 à 2007-2008



Graphique C.2 : Dépenses publiques fédérales et provinciales par catégorie principale



Paiements des programmes. Comprend le soutien et la stabilisation du revenu, l'aide spéciale et la réduction des coûts, l'assurance production et l'aide au financement.

Recherche et inspection. Comprend les dépenses d'administration (p. ex., les salaires) et de capital ainsi que les subventions et les contributions.

Fonctionnement et capital. Comprend les dépenses générales en administration et en gestion, en politiques, en information et en soutien statistique.

Entreposage et transport. Comprend les paiements des programmes d'entreposage et de transport.

Programmes de commercialisation et de développement. Comprend les dépenses d'administration et de capital ainsi que les subventions et les contributions pour le développement régional, la commercialisation et l'environnement.

Autres. Comprend les paiements pour l'aide alimentaire et internationale, la vulgarisation, l'enseignement, les programmes sociaux et les dépenses fiscales.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
A. Dépenses de fonctionnement	661 447	654 126	667 227	756 583	1 286 740	1 391 620	1 563 383	1 385 757
B. Dépenses de capital	63 576	90 877	96 861	78 042	54 703	48 620	63 033	48 976
C. Dépenses de programmes	2 077 902	2 170 803	2 188 385	1 842 433	3 161 754	3 591 151	3 248 007	3 088 052
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	1 050 307	1 193 488	1 282 964	963 166	945 168	1 158 715	1 948 050	1 381 300
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	210 560	142 458	38 911	34 519	1 036 421	874 798	107 831	422 121
c.3 Assurance production ¹	225 972	301 492	317 455	305 228	342 546	289 453	285 301	344 770
c.4 Aide au financement	49 936	58 901	74 862	58 758	31 998	23 922	38 026	168 832
c.5 Entreposage et transport	8 466	4 915	6 372	9 816	12 309	12 007	1 967	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	15 543	16 558	20 172	16 265	545	829	864	864
c.7 Recherche	74 595	105 663	86 190	88 988	13 004	29 842	69 190	60 594
c.8 Inspection des aliments	47 533	48 959	44 139	57 665	82 757	27 478	19 876	73 319
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	420 332	434 825	472 431	394 788
c.10 Marketing et commercialisation	103 953	30 940	29 455	33 313	106 729	557 322	106 891	74 075
c.11 Développement rural et régional	120 700	67 170	91 923	73 611	108 890	88 365	61 383	53 912
c.12 Environnement	41 400	53 568	57 875	60 192	54 977	71 554	99 219	111 210
c.13 Enseignement	104 774	126 929	115 028	117 644	25	91	86	8
c.14 Vulgarisation	24 162	19 761	23 039	23 266	6 054	21 951	36 892	2 259
D. Dépenses fiscales	410 360	475 143	507 679	501 390	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	3 213 285	3 390 949	3 460 153	3 178 449	4 503 197	5 031 392	4 874 423	4 522 785
Recouvrements	(178 857)	(174 388)	(165 085)	(144 592)	(164 422)	(175 223)	(88 030)	(23 700)
Total, dépenses nettes	3 034 428	3 216 560	3 295 067	3 033 857	4 338 774	4 856 169	4 786 393	4 499 085
TERRE-NEUVE								
A. Dépenses de fonctionnement	6 332	7 297	8 575	8 148	3 253	3 651	4 309	3 805
B. Dépenses de capital	734	3 048	1 236	2 881	148	135	176	137
C. Dépenses de programmes	3 648	4 528	5 818	12 459	8 628	10 680	5 315	12 024
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	115	343	91	29	4 030	6 164	1 446	6 104
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	1 225	1 496	2 248	2 302	533	(9)	(1)	1 155
c.3 Assurance production ¹	33	22	124	130	70	15	62	44
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	(0)	-	3	2
c.5 Entreposage et transport	204	206	250	340	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	1	-	10	2
c.7 Recherche	518	682	497	686	5	1	49	172
c.8 Inspection des aliments	-	-	50	50	16	10	14	203
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	411	476	1 402	7 278	31	6	102	22
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	3 867	4 328	3 445	3 999
c.12 Environnement	337	443	323	446	31	111	128	315
c.13 Enseignement	680	737	709	1 077	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	123	123	123	122	43	55	57	6
D. Dépenses fiscales	-	-	-	-	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	10 713	14 872	15 629	23 487	12 029	14 467	9 800	15 966
Recouvrements	-	-	-	-	(443)	(487)	(249)	(67)
Total, dépenses nettes	10 713	14 872	15 629	23 487	11 585	13 980	9 551	15 899

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
A. Dépenses de fonctionnement	11 153	10 058	9 280	9 128	13 076	14 308	15 847	14 034
B. Dépenses de capital	1 059	-	-	75	572	503	643	500
C. Dépenses de programmes	26 659	21 896	20 920	21 604	34 497	18 234	26 508	30 335
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	10 600	8 665	5 277	5 573	17 745	9 175	16 565	14 484
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	915	543	686	-	8 680	703	(12)	4 234
c.3 Assurance production ¹	2 311	2 593	3 199	3 231	2 751	2 745	3 984	3 492
c.4 Aide au financement	321	595	720	-	432	260	671	2 732
c.5 Entreposage et transport	13	9	5	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	6	-	-	9
c.7 Recherche	2 446	2 462	2 103	1 971	154	71	176	624
c.8 Inspection des aliments	508	360	374	-	959	686	316	753
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 198	2 242	3 466	4 211	469	425	383	458
c.11 Développement rural et régional	150	-	-	-	1 754	2 698	2 603	2 377
c.12 Environnement	4 424	787	1 570	2 253	1 491	1 152	1 372	1 147
c.13 Enseignement	3 359	3 217	3 256	3 249	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	412	422	265	1 116	57	319	451	23
D. Dépenses fiscales	1 968	1 968	1 968	1 968	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	40 839	33 922	32 168	32 775	48 145	33 045	42 999	44 869
Recouvrements	(2 069)	(1 924)	(1 258)	(1 554)	(1 719)	(1 814)	(908)	(244)
Total, dépenses nettes	38 770	31 999	30 911	31 220	46 426	31 231	42 090	44 624
NOUVELLE-ÉCOSSE								
A. Dépenses de fonctionnement	10 878	11 432	13 942	14 695	16 031	18 109	20 836	18 255
B. Dépenses de capital	503	530	847	662	717	664	844	655
C. Dépenses de programmes	36 495	34 007	30 251	39 446	19 167	18 031	23 048	31 396
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	3 915	3 520	5 596	5 312	5 661	2 202	13 187	15 260
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	7 373	395	285	779	6 157	56	5	5 550
c.3 Assurance production ¹	178	174	234	215	285	277	394	425
c.4 Aide au financement	884	3 442	2 447	6 800	251	53	87	1 179
c.5 Entreposage et transport	89	132	436	546	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	-	-	-	-	7	84	30	12
c.7 Recherche	1 011	1 000	1 000	1 000	1 142	1 209	234	821
c.8 Inspection des aliments	4 347	3 922	3 854	4 015	97	1 271	195	970
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	3 277	3 136	333	3 358	8	2 430	331	64
c.11 Développement rural et régional	-	-	-	-	5 259	5 850	5 562	5 580
c.12 Environnement	2 622	2 611	2 032	1 479	148	4 076	2 643	1 506
c.13 Enseignement	10 524	11 823	11 993	13 742	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	2 273	3 851	2 041	2 200	150	523	380	30
D. Dépenses fiscales	1 504	1 425	1 397	1 328	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	49 380	47 394	46 436	56 130	35 915	36 803	44 728	50 307
Recouvrements	-	-	-	-	(2 156)	(2 392)	(1 192)	(321)
Total, dépenses nettes	49 380	47 394	46 436	56 130	33 759	34 411	43 536	49 986

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
NOUVEAU-BRUNSWICK								
A. Dépenses de fonctionnement	12 228	12 187	11 867	11 741	15 702	16 979	18 962	16 731
B. Dépenses de capital	519	723	792	2 602	697	613	774	601
C. Dépenses de programmes	17 577	11 923	11 072	11 839	31 550	17 820	31 768	34 928
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	11 764	7 730	7 463	6 470	19 117	9 150	19 365	18 252
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	647	-	-	320	5 831	294	572	5 092
c.3 Assurance production ¹	526	1 083	1 045	1 248	839	1 517	1 638	1 707
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	156	290	514	2 083
c.5 Entreposage et transport	-	-	200	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	154	218	369	285	7	10	51	11
c.7 Recherche	530	248	5	130	1 253	822	1 463	752
c.8 Inspection des aliments	165	191	222	356	77	56	71	888
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	65	22	32	276	327	376	1 163	377
c.11 Développement rural et régional	79	217	153	134	3 274	4 548	4 774	4 358
c.12 Environnement	1 572	467	(6)	871	583	626	1 968	1 381
c.13 Enseignement	1 764	1 373	1 043	1 038	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	313	375	546	711	86	131	190	28
D. Dépenses fiscales	1 670	1 879	1 672	1 740	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	31 994	26 712	25 402	27 923	47 949	35 412	51 504	52 260
Recouvrements	(31)	(54)	(52)	(11)	(2 096)	(2 209)	(1 093)	(294)
Total, dépenses nettes	31 962	26 658	25 350	27 912	45 853	33 203	50 411	51 966
QUÉBEC								
A. Dépenses de fonctionnement	210 669	206 244	206 568	203 063	213 156	231 375	260 729	230 921
B. Dépenses de capital	2 344	1 812	12 781	12 881	9 097	8 352	10 609	8 240
C. Dépenses de programmes	385 014	468 652	574 313	652 321	325 281	325 446	293 101	399 072
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	237 569	308 386	385 664	486 632	154 223	204 364	230 505	237 189
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	11 425	7 912	16 818	5 258	114 729	68 378	1 774	69 901
c.3 Assurance production ¹	12 710	12 318	15 293	17 028	18 818	19 420	22 200	23 064
c.4 Aide au financement	23 247	34 367	48 225	37 751	3 626	3 719	5 581	17 146
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	510	3 630	4 408	340	91	509	688	147
c.7 Recherche	10 658	12 636	12 129	14 100	375	1 658	3 841	10 300
c.8 Inspection des aliments	17 358	17 169	16 778	16 778	1 188	1 164	1 792	12 178
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	8 986	11 357	9 724	9 901	2 487	1 983	3 316	2 384
c.11 Développement rural et régional	10 113	3 387	2 242	3 307	12 590	11 760	7 163	7 527
c.12 Environnement	22 812	27 075	33 499	33 137	16 275	8 436	9 796	18 858
c.13 Enseignement	18 291	22 913	23 693	22 248	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	11 336	7 501	5 841	5 841	879	4 055	6 447	378
D. Dépenses fiscales	110 680	147 690	155 380	153 880	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	708 706	824 398	949 041	1 022 145	547 535	565 172	564 439	638 234
Recouvrements	-	-	-	-	(27 344)	(30 099)	(14 929)	(4 019)
Total, dépenses nettes	708 706	824 398	949 041	1 022 145	520 191	535 074	549 510	634 215

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
A. Dépenses de fonctionnement	112 962	114 164	116 182	155 773	307 753	341 696	387 093	341 003
B. Dépenses de capital	2 798	31 827	3 891	3 750	13 811	12 515	15 937	12 381
C. Dépenses de programmes	458 364	386 669	390 208	271 998	393 986	493 922	421 118	549 493
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	296 762	140 763	239 700	124 000	118 780	222 929	295 218	294 630
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	50 023	124 317	4 256	7 770	184 509	168 127	12 571	108 218
c.3 Assurance production ¹	31 735	26 376	24 044	29 599	55 023	39 670	35 906	41 959
c.4 Aide au financement	4 848	95	3 559	457	4 003	3 386	6 189	18 549
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	-	-	-	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	2 012	2 011	4 721	4 964	138	70	41	219
c.7 Recherche	38 246	37 813	40 933	40 758	1 098	10 850	15 222	15 389
c.8 Inspection des aliments	9 515	20 693	11 330	29 693	5 100	12 375	4 985	18 468
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	2 929	1 869	2 269	1 869	12 360	11 793	12 171	12 326
c.11 Développement rural et régional	8 639	10 836	41 648	17 395	10 757	9 692	9 656	10 940
c.12 Environnement	642	12 742	9 084	6 855	314	11 991	22 085	28 235
c.13 Enseignement	8 900	8 900	8 200	8 200	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	4 115	255	464	440	1 905	3 038	7 074	559
D. Dépenses fiscales	23 470	22 009	45 874	20 573	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	597 595	554 669	556 156	452 094	715 550	848 133	824 148	902 877
Recouvrements	(18 086)	(13 768)	(42 952)	(17 238)	(41 513)	(45 103)	(22 350)	(6 017)
Total, dépenses nettes	579 508	540 901	513 204	434 856	674 037	803 031	801 798	896 859
MANITOBA								
A. Dépenses de fonctionnement	44 213	44 113	53 023	53 860	145 673	151 667	158 868	140 457
B. Dépenses de capital	5 155	4 752	6 679	6 785	6 035	5 135	6 338	4 926
C. Dépenses de programmes	118 141	194 004	109 177	123 525	337 251	468 448	382 763	368 855
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	52 595	143 075	48 906	51 406	120 904	148 654	251 667	175 146
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	10 680	1 484	1 183	1 200	127 954	122 371	22 658	41 510
c.3 Assurance production ¹	21 673	19 778	27 065	37 709	32 727	30 712	42 572	59 419
c.4 Aide au financement	1 520	1 762	1 723	932	5 656	11 278	8 609	52 643
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	2 781	2 146	315	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	365	44	-	-	60	12	-	86
c.7 Recherche	1 101	1 201	1 201	1 201	6 024	10 368	5 161	6 070
c.8 Inspection des aliments	5 031	3 799	2 609	2 729	734	681	5 605	7 211
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	5 613	1 159	2 000	2 000	21 123	122 598	17 642	12 090
c.11 Développement rural et régional	11 172	12 064	14 401	14 120	13 895	12 209	6 692	3 304
c.12 Environnement	1 267	1 796	2 401	4 463	4 846	5 086	18 187	11 118
c.13 Enseignement	7 081	7 474	7 320	7 397	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	44	368	368	368	545	2 333	3 656	258
D. Dépenses fiscales	40 279	60 660	64 034	68 622	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	207 788	303 528	232 913	252 792	488 959	625 250	547 969	514 238
Recouvrements	(2 990)	(3 210)	(2 757)	(2 888)	(18 139)	(18 506)	(8 800)	(2 369)
Total, dépenses nettes	204 798	300 318	230 156	249 904	470 820	606 744	539 169	511 869

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
SASKATCHEWAN								
A. Dépenses de fonctionnement	42 045	44 191	48 083	51 418	219 829	230 163	258 355	231 142
B. Dépenses de capital	327	81	(201)	2 213	8 414	7 270	10 052	7 815
C. Dépenses de programmes	359 995	398 827	313 760	281 818	780 535	934 124	846 263	582 248
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	206 499	259 756	158 776	118 335	294 313	217 165	566 794	285 572
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	13 997	91	5 426	7 454	276 113	318 797	53 508	65 969
c.3 Assurance production ¹	75 713	72 134	69 159	71 937	115 277	98 928	90 609	113 578
c.4 Aide au financement	11 099	10 713	15 316	10 778	12 206	2 910	10 911	50 718
c.5 Entreposage et transport	8 159	4 567	5 481	8 930	6 029	5 856	1 000	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	75	74	75	77	84	-	-	136
c.7 Recherche	11 553	19 278	14 718	12 773	2 189	2 064	37 521	9 496
c.8 Inspection des aliments	2 861	2 483	2 280	4 095	1 356	762	1 832	11 247
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	828	1 423	3 278	3 775	35 859	246 795	37 543	23 200
c.11 Développement rural et régional	27 009	26 786	30 384	35 705	29 059	21 686	10 920	4 489
c.12 Environnement	-	386	7 998	7 444	7 230	13 649	23 421	17 470
c.13 Enseignement	1 010	50	193	-	25	91	86	8
c.14 Vulgarisation	1 194	1 086	676	515	795	5 422	12 118	365
D. Dépenses fiscales	110 748	113 986	118 735	131 528	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	513 116	557 084	480 377	466 976	1 008 778	1 171 557	1 114 669	821 205
Recouvrements	(54 214)	(64 767)	(49 100)	(56 027)	(25 290)	(26 200)	(13 827)	(3 723)
Total, dépenses nettes	458 902	492 317	431 276	410 949	983 488	1 145 356	1 100 842	817 483
ALBERTA								
A. Dépenses de fonctionnement	185 669	181 043	174 552	214 460	267 611	288 935	333 121	296 835
B. Dépenses de capital	49 196	46 715	68 117	44 197	11 362	9 928	13 292	10 329
C. Dépenses de programmes	622 993	622 965	690 103	391 099	646 296	791 321	632 449	530 947
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	213 861	302 027	411 902	137 880	172 463	304 111	464 656	246 684
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	103 670	6 220	7 512	9 036	280 149	194 103	16 578	91 457
c.3 Assurance production ¹	75 771	161 614	169 092	135 931	109 389	88 650	80 166	92 751
c.4 Aide au financement	8 017	7 927	2 871	2 040	5 349	1 843	5 296	21 082
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	3 368	3 921	639	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	12 133	10 582	10 600	10 600	113	120	6	182
c.7 Recherche	1 310	29 721	13 337	16 370	512	2 355	4 265	12 731
c.8 Inspection des aliments	-	-	269	-	1 830	1 188	2 803	15 061
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	79 545	8 280	522	495	29 924	163 500	30 992	20 115
c.11 Développement rural et régional	63 540	13 880	2 950	2 950	24 446	11 817	6 162	7 042
c.12 Environnement	7 724	7 260	755	3 245	17 506	14 322	15 268	23 385
c.13 Enseignement	53 165	70 443	58 475	60 695	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	4 257	5 011	11 818	11 857	1 246	5 391	5 618	456
D. Dépenses fiscales	113 135	118 580	111 691	114 825	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	970 993	969 303	1 044 463	764 580	925 270	1 090 185	978 862	838 111
Recouvrements	(101 466)	(90 665)	(68 966)	(66 874)	(34 151)	(35 780)	(18 512)	(4 984)
Total, dépenses nettes	869 527	878 638	975 497	697 706	891 119	1 054 405	960 351	833 127

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire, par catégorie, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
A. Dépenses de fonctionnement	25 299	23 398	25 154	34 298	84 649	94 718	105 262	92 573
B. Dépenses de capital	943	1 389	2 720	1 997	3 850	3 505	4 367	3 392
C. Dépenses de programmes	49 016	27 333	42 764	36 325	162 527	76 093	110 727	152 503
c.1 Soutien et stabilisation du revenu	16 627	19 224	19 589	27 530	37 933	33 929	87 879	87 824
c.2 Aide spéciale et réduction de coûts	10 605	-	497	400	31 104	1 974	177	29 034
c.3 Assurance production ¹	5 322	5 400	8 200	8 200	7 368	7 521	7 770	8 330
c.4 Aide au financement	-	-	-	-	318	197	169	2 799
c.5 Entreposage et transport	-	-	-	-	132	83	13	-
c.6 Sociaux et main-d'oeuvre	295	-	-	-	38	24	38	61
c.7 Recherche	7 221	622	268	-	251	143	1 199	4 240
c.8 Inspection des aliments	7 749	342	6 374	(50)	71 399	9 286	2 264	6 340
c.9 Aide alimentaire	-	-	-	-	-	-	-	-
c.10 Marketing et commercialisation	1 101	975	6 431	150	3 735	7 087	2 845	2 664
c.11 Développement rural et régional	-	-	145	-	3 352	3 063	3 122	3 261
c.12 Environnement	-	-	217	-	6 550	12 104	4 348	7 794
c.13 Enseignement	-	-	146	-	-	-	-	-
c.14 Vulgarisation	96	770	896	95	347	683	903	155
D. Dépenses fiscales	6 905	6 945	6 929	6 926	-	-	-	-
Total partiel, dépenses brutes	82 162	59 065	77 567	79 546	251 026	174 317	220 356	248 468
Recouvrements	-	-	-	-	(11 571)	(12 633)	(6 169)	(1 661)
Total, dépenses nettes	82 162	59 065	77 567	79 546	239 455	161 683	214 187	246 807

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

¹ Depuis le 1er avril 2003, le programme d'assurance-récolte a été remplacé par le programme d'assurance production.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
CANADA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	34 366	26 692	19 759	20 921	303 738	302 525	253 356	297 821
- capital	5 605	34 584	4 625	6 487	10 202	7 796	13 874	8 962
- programme	74 595	105 663	86 190	88 988	13 004	29 842	69 190	60 594
Total, Recherche	114 566	166 939	110 574	116 397	326 944	340 163	336 419	367 377
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	70 669	82 674	131 821	147 464	507 866	597 325	667 670	607 701
- capital	1 654	815	3 158	2 687	18 203	17 431	28 899	20 345
- programme	47 533	48 959	44 139	57 665	82 757	27 478	19 876	73 319
Total, Inspection	119 856	132 448	179 119	207 815	608 826	642 234	716 445	701 366
TERRE-NEUVE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	819	841	718	844
- capital	7	6	3	8	28	22	39	25
- programme	518	682	497	686	5	1	49	172
Total, Recherche	525	689	500	694	851	864	806	1 041
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 062	1 308	1 700	1 894	1 290	1 584	1 793	1 625
- capital	18	5	8	14	49	48	80	56
- programme	-	-	50	50	16	10	14	203
Total, Inspection	1 080	1 313	1 759	1 958	1 355	1 642	1 887	1 884
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	348	114	-	-	3 176	3 132	2 614	3 072
- capital	-	-	-	-	107	81	143	92
- programme	2 446	2 462	2 103	1 971	154	71	176	624
Total, Recherche	2 795	2 576	2 103	1 971	3 437	3 284	2 933	3 789
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 482	2 690	3 014	2 716	5 043	5 937	6 575	5 962
- capital	-	-	-	-	190	180	291	204
- programme	508	360	374	-	959	686	316	753
Total, Inspection	2 991	3 050	3 388	2 716	6 193	6 803	7 182	6 919

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	3 982	4 130	3 431	4 033
- capital	-	-	-	-	134	106	188	121
- programme	1 011	1 000	1 000	1 000	1 142	1 209	234	821
Total, Recherche	1 011	1 000	1 000	1 000	5 258	5 446	3 853	4 975
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	1 264	1 495	2 252	2 175	6 294	7 800	8 590	7 785
- capital	-	-	-	-	239	238	382	268
- programme	4 347	3 922	3 854	4 015	97	1 271	195	970
Total, Inspection	5 611	5 417	6 106	6 190	6 630	9 308	9 166	9 023
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	734	767	630	593	3 872	3 814	3 147	3 699
- capital	4	32	35	2	130	98	172	111
- programme	530	248	5	130	1 253	822	1 463	752
Total, Recherche	1 268	1 046	670	725	5 255	4 734	4 782	4 562
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 574	2 725	2 865	2 636	6 118	7 200	7 876	7 138
- capital	60	63	228	2 093	232	220	350	245
- programme	165	191	222	356	77	56	71	888
Total, Inspection	2 799	2 979	3 315	5 085	6 427	7 476	8 297	8 272
QUÉBEC								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	7 191	6 507	6 162	5 551	50 513	51 966	42 967	50 508
- capital	-	-	-	-	1 697	1 339	2 353	1 520
- programme	10 658	12 636	12 129	14 100	375	1 658	3 841	10 300
Total, Recherche	17 848	19 143	18 291	19 652	52 585	54 964	49 160	62 328
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	27 821	33 067	31 861	27 611	81 432	99 678	109 496	99 390
- capital	667	-	-	-	3 027	2 994	4 820	3 385
- programme	17 358	17 169	16 778	16 778	1 188	1 164	1 792	12 178
Total, Inspection	45 846	50 236	48 638	44 389	85 648	103 835	116 108	114 953

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
ONTARIO								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	76 686	77 870	64 325	75 614
- capital	2 798	31 827	3 891	3 750	2 576	2 007	3 522	2 275
- programme	38 246	37 813	40 933	40 758	1 098	10 850	15 222	15 389
Total, Recherche	41 045	69 640	44 824	44 508	80 360	90 727	83 069	93 278
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	-	-	31 357	38 860	125 744	151 522	166 474	151 300
- capital	-	-	-	-	4 596	4 487	7 271	5 112
- programme	9 515	20 693	11 330	29 693	5 100	12 375	4 985	18 468
Total, Inspection	9 515	20 693	42 687	68 553	135 439	168 383	178 730	174 880
MANITOBA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	-	-	-	-	33 508	31 950	25 328	29 773
- capital	-	-	-	-	1 126	823	1 387	896
- programme	1 101	1 201	1 201	1 201	6 024	10 368	5 161	6 070
Total, Recherche	1 101	1 201	1 201	1 201	40 658	43 141	31 876	36 738
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 154	6 858	8 025	8 889	58 329	64 889	68 450	62 426
- capital	300	200	200	200	2 008	1 841	2 926	2 064
- programme	5 031	3 799	2 609	2 729	734	681	5 605	7 211
Total, Inspection	8 485	10 857	10 834	11 818	61 071	67 410	76 981	71 700
SASKATCHEWAN								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	1 095	679	848	947	46 719	45 235	39 794	46 779
- capital	-	-	-	-	1 569	1 166	2 179	1 408
- programme	11 553	19 278	14 718	12 773	2 189	2 064	37 521	9 496
Total, Recherche	12 648	19 957	15 566	13 720	50 478	48 465	79 495	57 682
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	3 136	3 354	3 337	3 650	83 781	94 402	111 826	102 287
- capital	-	-	-	-	2 800	2 606	4 690	3 318
- programme	2 861	2 483	2 280	4 095	1 356	762	1 832	11 247
Total, Inspection	5 996	5 837	5 617	7 745	87 937	97 770	118 348	116 852

Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008(suite)

	PROVINCIAL				FÉDÉRAL			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
	(000 \$)							
ALBERTA								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	24 584	18 625	12 119	13 830	63 087	61 775	53 278	62 629
- capital	2 504	2 460	415	2 450	2 119	1 592	2 917	1 885
- programme	1 310	29 721	13 337	16 370	512	2 355	4 265	12 731
Total, Recherche	28 398	50 806	25 871	32 650	65 718	65 722	60 460	77 244
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	26 623	29 572	42 442	52 912	106 046	123 112	142 112	129 472
- capital	609	548	721	380	3 781	3 559	6 114	4 308
- programme	-	-	269	-	1 830	1 188	2 803	15 061
Total, Inspection	27 232	30 120	43 432	53 292	111 657	127 859	151 029	148 841
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Dépenses de recherche								
- fonctionnement	415	-	-	-	21 375	21 812	17 755	20 871
- capital	292	259	281	277	718	562	972	628
- programme	7 221	622	268	-	251	143	1 199	4 240
Total, Recherche	7 927	881	549	277	22 345	22 517	19 926	25 739
Dépenses d'inspection								
- fonctionnement	2 554	1 604	4 969	6 121	33 788	41 204	44 479	40 316
- capital	-	-	2 000	-	1 281	1 257	1 975	1 385
- programme	7 749	342	6 374	(50)	71 399	9 286	2 264	6 340
Total, Inspection	10 303	1 947	13 343	6 071	106 468	51 746	48 718	48 041

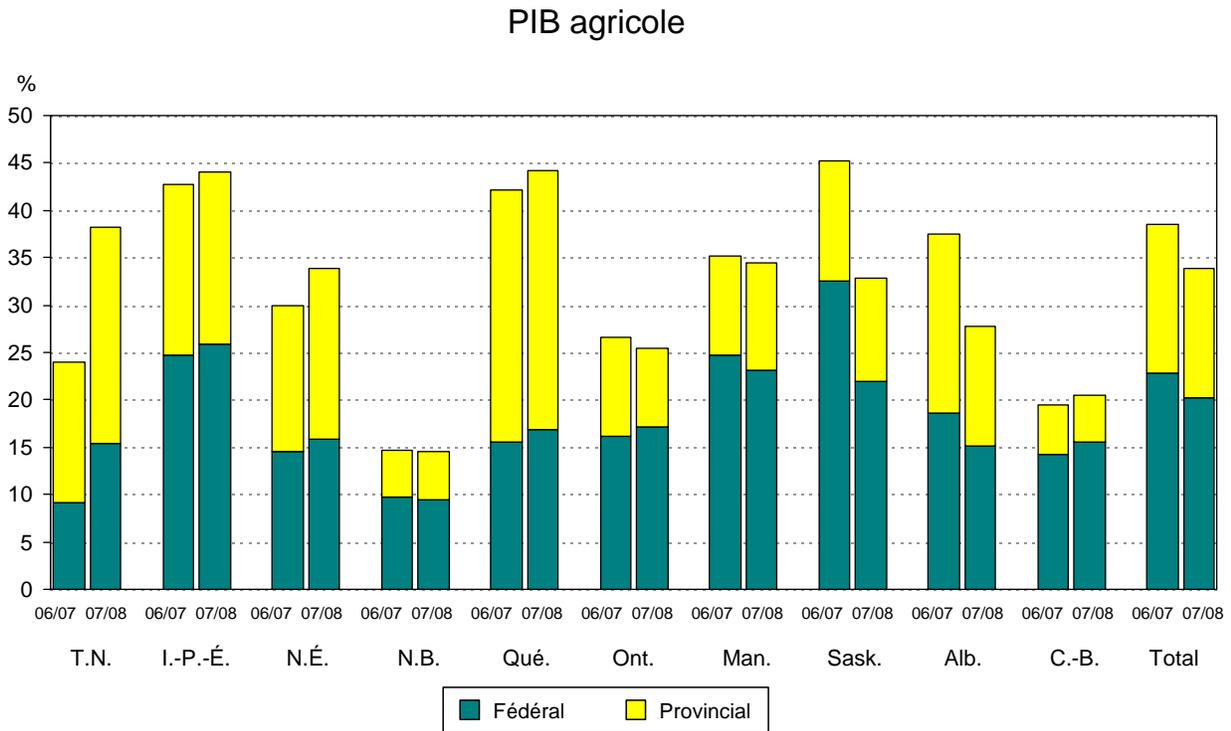
Source : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques.

Tableau C.4 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008

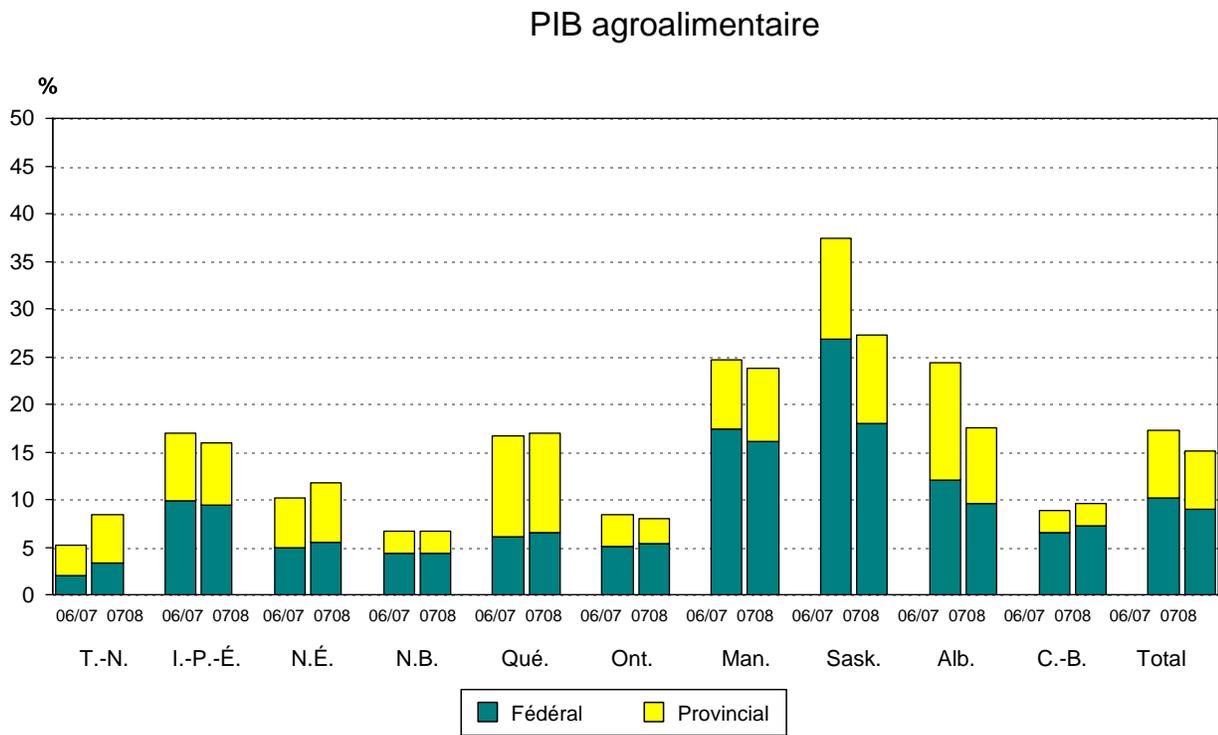
	Agricole				Agroalimentaire			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
TERRE-NEUVE								
PIB provincial (millions de \$)	73,7	93,1	104,8	103,2	479,6	496,2	488,9	469,7
Fédéral (%)	15,7	15,0	9,1	15,4	2,4	2,8	2,0	3,4
Provincial (%)	14,5	16,0	14,9	22,8	2,2	3,0	3,2	5,0
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
PIB provincial (millions de \$)	162,7	158,7	170,4	172,0	398,6	409,0	429,3	474,7
Fédéral (%)	28,5	19,7	24,7	25,9	11,6	7,6	9,8	9,4
Provincial (%)	23,8	20,2	18,1	18,2	9,7	7,8	7,2	6,6
NOUVELLE-ÉCOSSE								
PIB provincial (millions de \$)	263,0	292,0	299,3	313,8	854,7	900,5	881,3	903,7
Fédéral (%)	12,8	11,8	14,5	15,9	3,9	3,8	4,9	5,5
Provincial (%)	18,8	16,2	15,5	17,9	5,8	5,3	5,3	6,2
NOUVEAU-BRUNSWICK								
PIB provincial (millions de \$)	439,7	475,4	514,9	545,0	1 048,3	1 078,0	1 143,5	1 215,8
Fédéral (%)	10,4	7,0	9,8	9,5	4,4	3,1	4,4	4,3
Provincial (%)	7,3	5,6	4,9	5,1	3,0	2,5	2,2	2,3
QUÉBEC								
PIB provincial (millions de \$)	3 313,9	3 472,2	3 549,2	3 749,1	8 533,7	8 807,3	9 048,8	9 707,5
Fédéral (%)	15,7	15,4	15,5	16,9	6,1	6,1	6,1	6,5
Provincial (%)	21,4	23,7	26,7	27,3	8,3	9,4	10,5	10,5
ONTARIO								
PIB provincial (millions de \$)	4 528,5	4 773,2	4 935,7	5 242,4	14 963,6	15 502,2	15 781,7	16 478,1
Fédéral (%)	14,9	16,8	16,2	17,1	4,5	5,2	5,1	5,4
Provincial (%)	12,8	11,3	10,4	8,3	3,9	3,5	3,3	2,6
MANITOBA								
PIB provincial (millions de \$)	1 933,1	1 895,3	2 185,8	2 218,6	2 819,9	2 868,8	3 181,4	3 284,0
Fédéral (%)	24,4	32,0	24,7	23,1	16,7	21,1	16,9	15,6
Provincial (%)	10,6	15,8	10,5	11,3	7,3	10,5	7,2	7,6
SASKATCHEWAN								
PIB provincial (millions de \$)	3 031,9	3 446,6	3 383,7	3 724,9	3 532,5	4 024,0	4 065,8	4 480,8
Fédéral (%)	32,4	33,2	32,5	21,9	27,8	28,5	27,1	18,2
Provincial (%)	15,1	14,3	12,7	11,0	13,0	12,2	10,6	9,2
ALBERTA								
PIB provincial (millions de \$)	4 608,1	5 451,9	5 171,3	5 509,0	7 045,2	8 177,6	7 906,2	8 714,7
Fédéral (%)	19,3	19,3	18,6	15,1	12,6	12,9	12,1	9,6
Provincial (%)	18,9	16,1	18,9	12,7	12,3	10,7	12,3	8,0
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
PIB provincial (millions de \$)	1 467,3	1 521,4	1 502,4	1 592,4	2 980,6	3 251,5	3 271,4	3 426,6
Fédéral (%)	16,3	10,6	14,3	15,5	8,0	5,0	6,5	7,2
Provincial (%)	5,6	3,9	5,2	5,0	2,8	1,8	2,4	2,3
CANADA								
PIB fédéral (millions de \$)	19 235,9	20 656,3	21 027,9	22 321,5	43 273,5	46 028,4	46 860,6	49 811,8
Fédéral (%)	22,6	23,5	22,8	20,2	10,0	10,6	10,2	9,0
Provincial (%)	15,8	15,6	15,7	13,6	7,0	7,0	7,0	6,1

Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.



Sources : Agriculture et Agroalimentaire Canada, Direction générale des politiques stratégiques et le Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales, Canada et provinces, 2004-2005 à 2007-2008

	PIB Total				Dépenses totales			
	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations	2004-2005	2005-2006	2006-2007 prévisions	2007-2008 estimations
TERRE-NEUVE								
Total provincial (millions de \$)	18 082	21 192	23 583	23 937	4 775	4 874	4 480	5 244
PIB agroalim. en % du PIB total	2,65	2,34	2,07	1,96				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,22	0,31	0,35	0,45
ÎLE-DU-PRINCE-ÉDOUARD								
Total provincial (millions de \$)	3 678	3 831	3 981	4 155	1 150	1 127	1 152	1 245
PIB agroalim. en % du PIB total	10,84	10,68	10,78	11,43				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,37	2,84	2,68	2,51
NOUVELLE-ÉCOSSE								
Total provincial (millions de \$)	27 410	28 957	29 686	31 171	5 185	5 611	6 000	6 448
PIB agroalim. en % du PIB total	3,12	3,11	2,97	2,90				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,95	0,84	0,77	0,87
NOUVEAU-BRUNSWICK								
Total provincial (millions de \$)	21 481	22 454	23 442	24 800	5 718	6 057	6 345	7 167
PIB agroalim. en % du PIB total	4,88	4,80	4,88	4,90				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,56	0,44	0,40	0,39
QUÉBEC								
Total provincial (millions de \$)	247 144	256 848	269 008	282 162	54 921	54 509	58 736	61 046
PIB agroalim. en % du PIB total	3,45	3,43	3,36	3,44				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,29	1,51	1,62	1,67
ONTARIO								
Total provincial (millions de \$)	485 151	501 127	521 652	549 694	79 396	83 927	88 128	91 153
PIB agroalim. en % du PIB total	3,08	3,09	3,03	3,00				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,73	0,64	0,58	0,48
MANITOBA								
Total provincial (millions de \$)	37 570	39 992	42 662	45 522	7 718	8 284	8 221	8 350
PIB agroalim. en % du PIB total	7,51	7,17	7,46	7,21				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,65	3,63	2,80	2,99
SASKATCHEWAN								
Total provincial (millions de \$)	38 704	42 175	43 693	46 580	8 376	8 787	8 389	7 869
PIB agroalim. en % du PIB total	9,13	9,54	9,31	9,62				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					5,48	5,60	5,14	5,22
ALBERTA								
Total provincial (millions de \$)	187 380	221 161	232 233	249 291	24 153	26 991	29 671	33 149
PIB agroalim. en % du PIB total	3,76	3,70	3,40	3,50				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					3,60	3,26	3,29	2,10
COLOMBIE-BRITANNIQUE								
Total provincial (millions de \$)	147 004	159 009	168 410	178 026	26 043	26 836	28 220	29 775
PIB agroalim. en % du PIB total	2,03	2,04	1,94	1,92				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					0,32	0,22	0,27	0,27
TOTAL - PROVINCIAL								
Total provincial (millions de \$)	1 213 605	1 296 745	1 358 352	1 435 340	217 434	227 003	239 344	251 446
PIB agroalim. en % du PIB total	3,51	3,51	3,40	3,42				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					1,40	1,42	1,38	1,21
CANADA - FÉDÉRAL								
Total fédéral (millions de \$)	1 220 057	1 303 435	1 365 127	1 442 416	210 027	208 985	198 595	210 311
PIB agroalim. en % du PIB total	3,55	3,53	3,43	3,45				
Dép. agroalim. en % des dép. totales					2,07	2,32	2,41	2,14

Sources : Comptes publics / Documents de budget et Conference Board du Canada pour les données sur le PIB.

Méthodologie des dépenses publiques

Définition des dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire

Les dépenses publiques (DP) permettent d'évaluer ce que les gouvernements consacrent au soutien du secteur agroalimentaire (agriculture primaire, industrie de l'agrofourmure et transformation des aliments et des boissons mais excluant les dépenses reliées à l'aquaculture et la transformation du poisson) au cours d'un exercice financier. Elles englobent les frais assumés pour l'acquisition de biens et de services et les sommes payées directement ou indirectement à des particuliers, à des organismes ou à d'autres entités du secteur agroalimentaire à titre de paiements de transferts ou dans le cadre de programmes mis sur pied par le gouvernement fédéral ou les gouvernements provinciaux. Elles tiennent compte aussi des transferts aux sociétés d'État et des transferts effectués entre les ministères et entre les ordres de gouvernement. Les renseignements concernant les dépenses publiques proviennent de documents divers et de données fournies par des agents de différents ministères. Les sources sont les comptes publics, les budgets et/ou les plans de dépenses fédéraux et provinciaux, Statistique Canada ainsi que des rapports internes reliés aux activités agroalimentaires, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des ministères de l'agriculture.

Comptabilité d'exercice : Depuis l'année financière 2001-2002, les gouvernements fédéral et provinciaux ont adopté la comptabilité d'exercice intégrale, qui est conforme aux principes comptables généralement reconnus (PCGR) et qui est acceptée à l'échelle mondiale comme un ensemble de normes générales d'enregistrement et de préparation de rapports sur les transactions financières. Elle a aussi l'approbation de l'Institut canadien des comptables agréés (ICCA). Ce changement affecte les DP au niveau de la capitalisation des immobilisations. Ainsi, les dépenses en immobilisations tiennent compte des charges d'amortissement des immobilisations au cours de leur vie utile.

Traitement des déficits et des surplus de programmes : Les déficits de programmes ainsi que les remises et les réductions de dettes d'aide alimentaire à l'étranger sont comptabilisés dans la série de dépenses publiques durant l'année où ils

sont inscrits aux comptes publics. Les déficits provenant des programmes et les prêts en défaut qui ne sont pas encore reconnus par un transfert de fonds des gouvernements sont exclus des estimations des dépenses. Lorsque des surplus de caisse provenant de programmes financés par les gouvernements sont retournés aux deux ordres de gouvernement au terme d'un programme, les remises ou les recouvrements sont comptabilisés durant l'année où ils sont inscrits dans les documents officiels.

Traitement des sociétés d'État : Seuls les transferts de fonds des gouvernements vers les sociétés d'État sont inclus dans les estimations des dépenses. Les dépenses, les recettes, les pertes et les déficits courants des sociétés d'État sont exclus.

Dépenses à l'étranger : Les dépenses consacrées à l'aide alimentaire et au soutien d'organisations agricoles internationales ne sont incluses que dans les dépenses fédérales totales et dites «à l'étranger». C'est pourquoi la somme des dépenses fédérales par province diffère du total fédéral. Ces dépenses «à l'étranger» comprennent l'achat de biens agricoles canadiens pour distribution à l'étranger et les fonds versés à des organismes agricoles internationaux.

Traitement des comptes de programmes spéciaux : Dans le cas de programmes gérés par un fonds financé à même les contributions gouvernementales ainsi que celles des producteurs, seules les contributions gouvernementales au fonds et aux frais d'administration sont incluses dans les dépenses. La part des producteurs et les paiements qui leur sont versés ne sont pas inclus. Citons en exemple l'assurance-récolte/production et le Compte de stabilisation du revenu net (CSRN).

Traitement des prêts et des avances : Les prêts et les avances accordés aux producteurs et aux organismes ne sont pas inclus puisqu'ils finiront par être remboursés. Cependant, les subventions d'intérêts et les non-paiements de prêts sont inclus, tels qu'inscrits aux comptes publics, étant à ce titre considérés comme des coûts assumés par les gouvernements. La méthode de comptabilité d'exercice prévoit également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour moins-value qui

font partie des estimations des DP. De la même façon, des provisions pour pertes probables sur des garanties de prêt émises par le gouvernement sont établies chaque fois que le recouvrement est considéré douteux et ces dépréciations font maintenant partie des estimations des DP.

Recouvrement des gouvernements : Les recouvrements des dépenses des gouvernements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et des autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses des programmes ou aux dépenses totales afin qu'on puisse estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Traitement des dépenses fiscales : Les dépenses fiscales provinciales se limitent aux rabais et aux exemptions sur la taxe des carburants, ainsi qu'aux rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales et provinciales.

Tableau C.1 et Graphique C.1 : Dépenses publiques fédérales et provinciales de soutien au secteur agroalimentaire

Les chiffres inclus dans ce tableau représentent les dépenses publiques de différents ministères comme Agriculture et Agroalimentaire Canada, Santé Canada, Transports Canada, Industrie Canada et le ministère des Finances. Ces chiffres incluent également les dépenses publiques des différents ministères provinciaux.

Répartition des dépenses fédérales

- Les dépenses fédérales par province n'existent que pour certains programmes. Lorsque l'attribution de ces dépenses fédérales doit être effectuée par province, on utilise les méthodes expliquées ci-après.

- Les dépenses au titre des programmes, qui ne sont pas disponibles dans les documents du budget ou des plans de dépenses, sont estimées selon la moyenne de ces dépenses au cours des trois dernières années dans chacune des provinces.
- Les dépenses de fonctionnement et de capital établies au préalable dans les provinces en se fondant sur les centres d'administration ou simplement attribuées à la région de la capitale nationale, ainsi que les transferts effectués aux organismes nationaux, sont répartis entre les provinces comme suit :
 - les dépenses de fonctionnement et de capital de l'Administration du rétablissement agricole des Prairies ainsi que celles de la Direction générale des Services à l'industrie et aux marchés sont réparties par province, au prorata des paiements versés par ces organisations en vertu de leurs programmes respectifs, en supposant que ces dépenses sont proportionnelles à celles des programmes;
 - toutes les autres dépenses de fonctionnement et de capital ainsi que les transferts aux organismes nationaux sont répartis par province en utilisant la moyenne mobile de trois ans de la répartition provinciale des recettes totales du marché (RTM) ou des recettes de marché provenant de productions particulières, lorsque plus approprié. Les niveaux relatifs de RTM sont par conséquent utilisés comme valeur d'approximation des avantages relatifs tirés de ces programmes par chaque province. Par exemple, la distribution provinciale des recettes totales de marché provenant des céréales et des oléagineux est utilisée pour répartir entre les provinces les dépenses de fonctionnement et de capital de la Commission canadienne des grains. Le ratio basé sur les RTM n'est utilisé qu'à partir de l'année 2000-2001 alors que pour les années précédentes, c'est le ratio basé sur les recettes monétaires totales qui est utilisé;
 - à l'exception des dépenses en vertu du Programme d'aide de transition au transport des marchandises dans la région Atlantique, toutes les dépenses reliées au transport sont réparties entre les provinces en se basant sur les volumes expédiés par voie ferroviaire dans chaque province.

- La catégorie Autres inclut les dépenses au Yukon, aux Territoires du Nord-Ouest, au Nunavut et à l'étranger pour l'aide alimentaire, de même que les dépenses aux organismes internationaux.

Tableau C.2 : Dépenses publiques de soutien au secteur agroalimentaire par catégorie

Les dépenses de fonctionnement incluent toutes les dépenses associées au fonctionnement quotidien du Ministère, y compris les salaires, les avantages sociaux, les voyages, l'achat de biens et de services ainsi que les frais reliés à l'administration des divers programmes provenant de différents ministères.

Les dépenses de capital incluent les frais d'acquisition, de construction et de rénovation des bâtiments ainsi que l'achat d'éléments d'actif tels que le terrain, la propriété, le gros équipement et l'ameublement. Sont également inclus les coûts d'amortissement des immobilisations répartis sur leur durée de vie utile.

Les dépenses de programmes comprennent les sommes remises directement ou indirectement aux personnes, aux organismes ou à d'autres entités du secteur agricole à titre de paiement de transfert ou dans le cadre de programmes en cours mis sur pied par les ministères fédéraux et/ou provinciaux.

- **Les programmes de soutien et de stabilisation du revenu** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes tels que le PCSRA, CSRN, les subventions laitières, les programmes de protection du revenu, la majorité des programmes complémentaires et les programmes provinciaux de stabilisation du revenu.
- **Les programmes d'aide spéciale et de réduction des coûts** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes spéciaux tels que le Programme de paiements pour les producteurs de céréales et d'oléagineux (PPPCO), les programmes d'aide aux producteurs touchés par la crise liée à l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) et aux sinistrés des inondations ainsi que ceux d'ajustement et de transition. On y trouve aussi les subventions

visant à réduire les coûts de production comme l'aide à l'insémination artificielle et à la location des terres. Les programmes de réduction des coûts compris dans les catégories subséquentes, par exemple les subventions pour rabais d'intérêt, n'en font pas partie.

- **Le programme d'assurance-récolte/production** comprend les primes que les gouvernements versent aux fonds reliés à ce programme.
- **L'aide au financement** comprend la Loi sur les programmes de commercialisation agricole (LPCA) qui est composé du Programme de paiement anticipé (PPA) et du Programme de mise en commun des prix (PMCP). Elle comprend aussi la Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative (LPAACFC) et les programmes de rabais d'intérêt. Elle comprend également des provisions pour créances douteuses et des provisions pour pertes probables sur les garanties de prêts consenties par le gouvernement.
- **Les programmes d'entreposage et de transport** comprennent les subventions et les contributions versées dans le cadre de programmes d'aide au transport.
- **Les programmes sociaux et de main-d'oeuvre** comprennent les subventions et les contributions versées aux organisations communautaires ainsi que celles versées pour la formation générale, par exemple, le soutien à la main-d'œuvre agricole.
- **Les programmes de recherche** se limitent aux subventions et aux contributions pour les activités de recherche, y compris la recherche visant à améliorer la qualité des produits. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires des chercheurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements pour les dépenses consacrées à la recherche et à l'inspection.
- **Les programmes d'inspection des aliments** se limitent aux subventions et aux contributions versées pour la santé animale, les services vétérinaires, les mises à l'essai de produits, la lutte contre les maladies et les ravageurs et la qualité des aliments. Sont toutefois exclus les frais administratifs, par exemple, les salaires

des inspecteurs. Voir le tableau C.3 pour de plus amples renseignements sur les dépenses pour la recherche et l'inspection.

- **Les programmes d'aide alimentaire et de développement international** comprennent les subventions et les contributions versées à cet égard à des organismes agricoles internationaux. Les projets de développement international qui sont considérés sont ceux portant sur l'agriculture, la transformation agricole ainsi que sur l'alimentation. Les remises de dettes des pays en développement contractées par l'entremise de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) font aussi partie de cette catégorie. Cette remise de dette est constituée de prêts ou de lignes de crédit octroyés dans le but de développer l'agriculture et l'agroalimentaire dans ces pays. Elle est maintenant intégrée à la liste de dépenses fédérales depuis 1990-1991.
- **Les programmes de commercialisation et de marketing** comprennent les subventions versées pour des activités liées à la promotion de produits, et au développement de produits et de marchés. Ils tiennent compte aussi des réductions du service de la dette et des réductions de dettes contractées auprès de la Commission canadienne du blé (CCB) suite à l'accord conclu avec le Club de Paris. Les paiements de réduction de dette à la CCB sont maintenant intégrés aux dépenses fédérales depuis 1991-1992. Cette catégorie n'inclut pas les paiements effectués à la Société pour l'expansion des exportations (SEE) en vertu de l'accord conclu avec le Club de Paris, puisque ces derniers ne sont pas des paiements de dette à caractère agricole.
- **Les programmes de développement rural et régional** comprennent les subventions et les contributions versées pour les projets d'irrigation, les pâturages collectifs ainsi que les projets d'ententes fédérales-provinciales sur le développement général.
- **Les programmes d'environnement** comprennent les subventions et les contributions pour les activités liées à la conservation des ressources agricoles et de la faune, et les dépenses ayant trait à l'approvisionnement en eau.
- **Les programmes d'enseignement** comprennent les subventions versées aux établissements d'enseignement agricole.

- **Les programmes de vulgarisation** comprennent les subventions et les contributions versées pour des activités liées à la diffusion d'information, à la formation et à l'offre de services aux agriculteurs telles que celles destinées au Conseil canadien des 4-H et à la gestion des surplus de fumier. Les frais administratifs, tels que les salaires des employés du gouvernement qui travaillent à la vulgarisation, sont toutefois exclus puisqu'ils font partie des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses fiscales : les dépenses fiscales provinciales incluent les rabais et exemptions sur la taxe des carburants ainsi que les rabais sur la taxe foncière. Les taxes de vente et les impôts sur le revenu ne sont pas inclus dans les estimations fédérales ni provinciales.

Les recouvrements incluent les droits payés par les utilisateurs pour des services, les licences et les permis, les locations et les crédits-bails, les ventes et les redevances, les ventes de terrains, les transferts d'un ordre de gouvernement à un autre, le remboursement des dépenses d'exercices précédents et les recouvrements d'exercices précédents, y compris la part des gouvernements au titre des surplus de programmes, et les autres recouvrements divers. Ces recouvrements sont imputés aux dépenses de programme ou aux dépenses totales afin d'estimer la valeur nette des dépenses. Les remboursements de prêts et d'avances et les revenus de placement ne sont pas inclus dans les recouvrements.

Tableau C.3 : Recherche et inspection au soutien du secteur agroalimentaire

Les dépenses de fonctionnement pour la recherche comprennent, en grande partie, les salaires des chercheurs ainsi que les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres de recherche servant, par exemple, à améliorer les technologies de production et les caractéristiques des produits afin de soutenir un secteur agroalimentaire concurrentiel.

Les dépenses de fonctionnement pour l'inspection et la réglementation des produits agricoles comprennent les dépenses liées au fonctionnement quotidien des directions et des centres d'inspection et de contrôle, à l'entretien et à la coordination des installations réseaux et, en grande partie, aux salaires des inspecteurs

affectés à la prévention, à la vérification et à la certification des produits agroalimentaires du commerce.

Les dépenses en capital consacrées à la recherche incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les centres de recherche, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses en capital consacrées à l'inspection et à la réglementation incluent les dépenses effectuées pour l'acquisition de biens immobiliers comme les établissements d'inspection, l'ameublement et le gros équipement, ainsi que les charges d'amortissement.

Les dépenses attribuables à des programmes de recherche comprennent les subventions et les contributions versées aux universités, aux organismes scientifiques et aux particuliers pour le développement scientifique et technologique du secteur. Elles comprennent également les dépenses liées au Programme de partage des frais pour l'investissement.

Les dépenses reliées aux programmes d'inspection comprennent les subventions, les contributions et les indemnités prévues pour la perte de plantes et d'animaux telles que celles versées en vertu de la Loi sur la santé des animaux et de la Loi sur la protection des végétaux.

Les données du PIB en dollars de 1997 proviennent du Conference Board du Canada. Ces données correspondent au PIB aux prix de base de Statistique Canada. Ils sont convertis en dollars courants au moyen de l'indice déflateur du PIB (indice implicite de prix) provenant également du Conference Board du Canada. Les données du PIB sont fournies sur une base trimestrielle et sont regroupées en années financières.

Les données du PIB total portent sur tous les secteurs d'activité de l'économie canadienne et sont disponibles pour toutes les provinces et l'ensemble du Canada. Les données du PIB agricole comprennent toutes les industries agricoles et de services connexes. Les données du PIB alimentaire comprennent toutes les industries des aliments faisant partie des industries manufacturières. Les données du PIB des boissons comprennent toutes les industries des boissons faisant partie des industries manufacturières; ces PIB ne sont disponibles que pour le Québec, l'Ontario et l'Alberta en raison de leur caractère confidentiel. Le PIB agroalimentaire est la somme des PIB agricole, alimentaire et des boissons. Il n'inclut pas des secteurs tels que ceux du transport et de l'entreposage, et du commerce de gros et de détail.

Le total canadien inclut, au niveau fédéral, les montants pour les provinces ainsi que pour le Yukon, le Nunavut et les territoires du Nord-Ouest.

Tableau C.4 et Graphique C.3 : Dépenses publiques du secteur agroalimentaire en pourcentage des PIB agricole et agroalimentaire et Tableau C.5 : PIB total et dépenses publiques totales

Le produit intérieur brut, ou PIB, correspond à la valeur totale, sans double compte, des biens et des services produits dans un pays ou une région au cours d'une période donnée.



SECTION D

Estimations du soutien à l'agriculture

Tableau D.1 : Estimation du soutien à l'agriculture, Canada, 2004-2006

	2004	2005	2006 Préliminaire
	- millions de \$ -		
Valeur totale de la production (à la sortie de l'exploitation)	31 591	31 570	33 335
dont part de produits SPM ¹ (%)	74	75	75
Valeur totale de la consommation (à la sortie de l'exploitation)	22 842	22 959	24 380
Estimation du soutien aux producteurs (ESP)	7 442	7 916	8 532
Soutien des prix du marché	3 294	3 388	4 236
Paielements au titre de la production	0	0	0
Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	606	667	624
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	2 642	2 106	2 173
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	133
Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	868	1 729	1 345
Paielements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
Paielements divers	32	26	20
ESP en pourcentage	21	22	23
Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs)	1,12	1,12	1,15
Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)	1,26	1,28	1,29
Estimation du soutien aux services d'intérêt général	2 535	3 122	2 923
Recherche et développement	434	446	552
Établissements d'enseignement agricole	249	279	233
Services d'inspection	633	755	964
Infrastructures	503	503	595
Commercialisation et promotion	716	1 138	578
Stockage public	0	0	0
Divers	0	0	0
Estimation du soutien aux consommateurs (ESC)	(3 292)	(3 378)	(4 229)
Transferts des consommateurs aux producteurs	(3 290)	(3 378)	(4 220)
Autres transferts des consommateurs	(1)	0	(8)
Transferts des contribuables aux consommateurs	0	0	0
Surcoût de l'alimentation animale	0	0	0
ESC en pourcentage	(14)	(15)	(17)
Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs)	1,17	1,17	1,21
Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)	1,17	1,17	1,21
Estimation du soutien total (EST)	9 977	11 039	11 455
Transferts des consommateurs	3 292	3 378	4 229
Transferts des contribuables	6 687	7 661	7 234
Recettes budgétaires	(1)	0	(8)

Source : OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

S/Na/Rec/Rev : Superficie cultivée, nombre d'animaux, recettes ou revenus agricoles.

¹ Les produits SPM pour le Canada sont : le blé, le maïs, les autres céréales, les graines oléagineuses, le lait, la viande bovine, la viande porcine, la volaille et les oeufs.

Tableau D.2 : Estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

	2004	2005	2006 Préliminaire
	ESP en pourcentage (% de la valeur de la production ajustée)		
Australie	4	4	6
Canada	21	22	23
Union européenne	36	33	32
Japon	56	55	53
Mexique	11	14	17
Nouvelle-Zélande	1	1	1
États-Unis	16	16	11
OCDE	30	29	27

	2004	2005	2006 Préliminaire
	ESP Total (millions de \$US)		
Australie	1 150	1 355	1 377
Canada	5 720	6 533	7 531
Union européenne	149 096	134 352	137 970
Japon	48 101	45 229	40 652
Mexique	3 931	5 474	7 154
Nouvelle-Zélande	91	150	87
États-Unis	43 104	41 929	29 289
OCDE	291 976	280 998	267 768

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

		2004	2005	2006 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
Australie	Soutien au titre de la production des produits de base	0,5	0,5	0,2
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	63	54	63
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	1,1	1	0,5
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,9	0,2	0
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	35	44	36
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paievements divers	0	0	0
Canada	Soutien au titre de la production des produits de base	44	43	50
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	8	8	7
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	36	27	25
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	1,6
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	12	22	16
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paievements divers	0,4	0,3	0,2
Union européenne	Soutien au titre de la production des produits de base	58	51	46
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	9	10	10
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	32	23	16
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	1,2	14,9	27,7
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0,8	1	1,1
	Paievements divers	0	0	0
Japon	Soutien au titre de la production des produits de base	94	93	93
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	3	3	3
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	0,1	0,6	0,3
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	3	3	4
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paievements divers	0	0	0
Mexique	Soutien au titre de la production des produits de base	34	46	55
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	30	28	25
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	3	1	1
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	3	3	3
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	30	21	16
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	1	0	0
	Paievements divers	0	0	0
Nouvelle-Zélande	Soutien au titre de la production des produits de base	52	54	51
	Paievements au titre de l'utilisation d'intrants	44	26	43
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	4	20	6
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paievements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	0	0	0
	Paievements selon des critères non liés à des produits de base	0	0	0
	Paievements divers	0	0	0

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

S/Na/Rec/Rev : Superficie cultivée, nombre d'animaux, recettes ou revenus agricoles.

Tableau D.3 : Composition de l'estimation du soutien aux producteurs (ESP) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006 (suite)

		2004	2005	2006 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESP total)		
États-Unis	Soutien au titre de la production des produits de base	42	37	20
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	21	23	33
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	10	9	13
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0	0	0
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	22	26	26
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	5	5	8
	Paielements divers	0	0	0
OCDE	Soutien au titre de la production des produits de base	64	60	56
	Paielements au titre de l'utilisation d'intrants	9	10	11
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise	19	14	11
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production requise	0,2	0,3	0,3
	Paielements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants, production facultative	6	14	20
	Paielements selon des critères non liés à des produits de base	1	1	1
	Paielements divers	0	0	0

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

S/Na/Rec/Rev : Superficie cultivée, nombre d'animaux, recettes ou revenus agricoles.

Tableau D.4 : Transferts au titre d'un seul produit (TSP en pourcentage)¹ pour certains pays de l'OCDE, 2004 à 2006

	Blé			Maïs			Autres céréales			Graines oléagineuses			Lait		
	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p
Australie	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Canada	4	1,8	3,6	19,2	6,4	8,3	6,3	4,3	6,2	3,4	2,3	1,8	13,4	1,5	2,4
Union européenne	6,3	4,5	1,1	17,3	15	3	1,9	2,4	0	0,1	0,1	0	0,1	0,1	0
Japon	83	82,5	79,7	n.c.	n.c.	n.c.	74,9	75,6	73,1	n.c.	n.c.	n.c.	51,2	52,6	44
Mexique	6,2	13,6	10,7	3,9	8	22,9	6,6	6,9	4,2	n.c.	n.c.	n.c.	1,3	14,7	32
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.	n.c.
États-Unis	4,6	1,8	8	10,8	17,6	0,7	15,7	13,9	6,4	n.c.	n.c.	n.c.	2,8	-0,6	-0,5
OCDE	9	11	8	12	17	4	9	11	7	2	1	1	6	3	2

	Viande bovine			Viande porcine			Lait			Volaille			Oeufs		
	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p	2004	2005	2006p
Australie	0	0	0	0	0	0	0,2	0	0,1	0	0	0	0	0	0
Canada	6,4	2,5	2,1	0,5	0,7	1,2	48,3	46,3	55,8	2,8	2,1	9,7	18,4	33,8	37,3
Union européenne	66,7	57,7	48,8	25,1	15,2	14	35,9	23,5	23,8	45,1	37,7	38,3	-1,3	-1,2	-0,2
Japon	30,7	28,2	27,9	61,3	63,7	62,6	56,5	56,2	52,3	10,5	10,5	10,5	14,5	14,6	14,6
Mexique	5,2	8,2	6,3	-0,8	-0,1	-1,4	4,9	16,7	20,6	2	7,5	11,7	-0,5	-0,1	-0,7
Nouvelle-Zélande	0	0	0	0	0	0	0	0	0	5,3	14,5	6,7	35	34,2	27,2
États-Unis	0	0	0	0	0	0	27,6	19,2	12,8	0	0	0	0	0	0
OCDE	31	26	22	22	16	15	33	25	24	16	14	14	5	6	6

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

¹ Pourcentage de la valeur de production ajustée du produit.

p : préliminaire

n.c. : non calculé

Tableau D.5 : Estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

	2004	2005	2006 Préliminaire
	part de l'ESSG dans le soutien total à l'agriculture (%)		
Australie	31	28	28
Canada	25	28	26
Union européenne	8	9	10
Japon	18	17	17
Mexique	18	16	11
Nouvelle-Zélande	62	52	66
États-Unis	31	32	37
OCDE	16	18	19

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

		2004	2005	2006 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Australie	Recherche et développement	57	57	57
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	16	16	16
	Infrastructures	23	23	23
	Commercialisation et promotion	1	1	1
	Stockage public	0	0	0
	Divers	3	3	3
Canada	Recherche et développement	17	14	19
	Établissements d'enseignement agricole	10	9	8
	Services d'inspection	25	24	33
	Infrastructures	20	16	20
	Commercialisation et promotion	28	36	20
	Stockage public	0	0	0
	Divers	0	0	0
Union européenne	Recherche et développement	16	16	16
	Établissements d'enseignement agricole	8	8	8
	Services d'inspection	6	7	5
	Infrastructures	41	43	44
	Commercialisation et promotion	20	19	20
	Stockage public	9	6	8
	Divers	1	1	0
Japon	Recherche et développement	8	9	10
	Établissements d'enseignement agricole	1	1	0
	Services d'inspection	1	1	1
	Infrastructures	86	85	85
	Commercialisation et promotion	1	2	2
	Stockage public	2	2	2
	Divers	0	0	0
Mexique	Recherche et développement	17	15	17
	Établissements d'enseignement agricole	22	19	25
	Services d'inspection	20	20	12
	Infrastructures	14	17	7
	Commercialisation et promotion	26	28	38
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	0	1

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

Tableau D.6 : Composition de l'estimation du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006 (suite)

		2004	2005	2006 Préliminaire
		(en pourcentage de l'ESSG total)		
Nouvelle-Zélande	Recherche et développement	44	37	33
	Établissements d'enseignement agricole	8	9	9
	Services d'inspection	34	30	30
	Infrastructures	13	24	28
	Commercialisation et promotion	0	0	0
	Stockage public	0	0	0
	Divers	1	0	0
États-Unis	Recherche et développement	7	5	5
	Établissements d'enseignement agricole	0	0	0
	Services d'inspection	3	3	2
	Infrastructures	14	14	13
	Commercialisation et promotion	69	72	73
	Stockage public	0	0	0
	Divers	7	6	6
OCDE	Recherche et développement	10	10	10
	Établissements d'enseignement agricole	3	3	3
	Services d'inspection	4	5	5
	Infrastructures	34	32	30
	Commercialisation et promotion	41	45	46
	Stockage public	3	3	3
	Divers	4	4	4

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

Tableau D.7 : Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

	2004	2005	2006 Préliminaire
	ESC en pourcentage (%) ¹		
Australie	-2	-2	-2
Canada	-14	-15	-17
Union européenne	-20	-16	-16
Japon	-48	-49	-46
Mexique	-5	-8	-11
Nouvelle-Zélande	-2	-4	-2
États-Unis	7	10	13
OCDE	-19	-17	-15

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

¹ ESC en pourcentage: proportion de la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles produits à l'intérieur du pays (ESC) dans la valeur de la consommation totale moins le soutien budgétaire aux consommateurs.

Tableau D.8 : Estimation du soutien total (EST) à l'agriculture pour certains pays de l'OCDE, 2004-2006

	2004	2005	2006 Préliminaire
	EST en pourcentage du PIB (%)		
Australie	0,2	0,2	0,2
Canada	0,8	0,8	0,8
Union européenne	1,3	1,1	1,1
Japon	1,3	1,2	1,1
Mexique	0,7	0,8	0,9
Nouvelle-Zélande	0,2	0,3	0,3
États-Unis	0,9	0,9	0,7
OCDE	1,2	1,1	1,0

Source: OCDE, Les politiques agricoles des pays de l'OCDE : Suivi et Évaluation 2007.

Méthodologie des indicateurs de soutien de l'OCDE

Depuis 1986, l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) mesure l'aide à l'agriculture en utilisant plusieurs indicateurs de transfert. Le plus important et le plus fondamental de ces indicateurs est l'Estimation du soutien aux producteurs (ESP). Ces résultats obtenus représentent la seule source disponible d'information transparente et comparable à l'échelle mondiale.

L'ESP est une mesure de l'ampleur et du type de transferts. L'ESP classe par catégories les différents types de transfert de manière à faciliter l'analyse des politiques et améliorer l'évaluation de la réforme des politiques. Puisque les mesures agricoles ont évolué, l'OCDE a décidé de réviser le système de classification de l'ESP pour mieux tenir compte des nouveaux types de mesures. L'OCDE a adopté d'importants changements à la classification des catégories de mesures générales de l'ESP, a changé la façon de mesurer le soutien par produits et a amélioré la présentation des indicateurs pertinents. Les catégories génériques identifient :

- Le fondement sur lequel repose le soutien: la production, les intrants, la superficie cultivée/ nombre d'animaux/recettes/revenu, critères non liés à des produits de base;
- Soutien fondé sur un niveau courant ou antérieur (fixe);
- Production requise ou facultative.

La ventilation de l'ESP totale ne sera plus effectuée par produit, mais entre quatre catégories reflétant la latitude donnée aux agriculteurs pour leurs décisions de production dans le cadre des différentes mesures:

- Transferts au titre d'un seul produit (TSP);
- Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP);
- Transferts au titre de tous les produits (TTP);
- Autres transferts aux producteurs (ATP).

Définitions des catégories dans la classification des mesures de l'ESP

Soutien des prix du marché (SPM) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures créant un écart entre les prix sur le marché

intérieur et les prix à la frontière pour un produit agricole donné. Ainsi, le SPM prend la forme d'une augmentation du prix imposé par les producteurs et payé par les consommateurs. Le montant total de l'aide augmente à mesure que les volumes produits augmentent. Le SPM est la seule forme d'aide qui a un impact simultané sur la production et la consommation d'un produit. Le SPM est aussi disponible par produit.

Paiements au titre de la production : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur le niveau effectif de la production d'un produit agricole donné.

Paiements au titre de l'utilisation d'intrants : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures fondées sur l'utilisation d'intrants à la ferme :

- Utilisation d'intrants variables - paiements réduisant les coûts à la ferme d'un intrant variable particulier ou d'un ensemble d'intrants variables.
- Formation de capital fixe - paiements réduisant le coût des investissements dans les bâtiments agricoles, les équipements, les plantations, l'irrigation, le drainage et l'amélioration du sol.
- Services à la ferme - paiements réduisant le coût de l'aide et de la formation dispensée aux agriculteurs individuels sur des questions techniques, comptables, commerciales, sanitaires et phytosanitaires.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev courants, production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur le niveau effectif des superficies cultivées, du nombre d'animaux, des recettes et des revenus avec obligation de produire.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production requise : transferts de contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur les superficies cultivées, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la récolte en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe), avec obligation de produire sans spécification de produit.

Paiements au titre des S/Na/Rec/Rev non courants - production facultative : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de mesures reposant sur les superficies, le nombre d'animaux, les recettes et les revenus ne correspondant pas à la période en cours (c.-à-d. fondées sur un niveau antérieur ou fixe). La production effective d'un produit donné n'étant pas obligatoire, mais facultative.

- Taux variables : le taux de paiement varie en fonction des prix des extrants ou des intrants courants.
- Taux fixes : les taux des paiements ne varient pas en fonction de ces paramètres.

Paiements selon des critères non liés aux produits : transferts des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent des mesures reposant sur :

- le retrait de ressources à long terme : transferts au titre du retrait à long terme de facteurs de production de produits de base. Les paiements de cette sous-catégorie se distinguent de ceux nécessitant le retrait des ressources à court terme, qui dépendent de critères relatifs à la production des produits de base.
- la production d'autres produits que les produits de base : transferts alloués pour l'utilisation de ressources agricoles destinées à la production de biens et services spécifiques autres que des produits de base. Ces transferts ne sont pas requis conformément à la réglementation en vigueur.
- d'autres critères non liés au produit de base : transferts accordés également à tous les agriculteurs, comme un taux uniforme ou un versement forfaitaire.

Paiements divers : transferts de contribuables aux agriculteurs et pour lesquels on ne dispose pas suffisamment de renseignements pour les répartir entre les catégories appropriées.

Définitions des indicateurs de soutien de l'OCDE

La classification des transferts totaux liés aux politiques agricoles (EST) regroupe les mesures gouvernementales dans trois grandes catégories: transferts aux producteurs (ESP), transferts aux consommateurs (ESC) et transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG).

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) : transferts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles qui découlent de politique de soutien agricole, quels que soient leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production ou le revenu agricoles.

ESP exprimé en pourcentage : transferts pris en compte dans l'ESP en proportion de la valeur des recettes agricoles brutes (soutien compris)

Transferts au titre d'un seul produit (TSP) : transferts qui découlent des mesures liées à la production d'un seul produit, de sorte que le producteur doit produire le produit désigné pour recevoir le transfert. Les transferts découlent également de mesures plus larges qui prévoient des paiements précis par produit. L'indicateur TSP existe aussi par produit.

Transferts au titre d'un groupe de produits (TGP) : transferts qui découlent de mesures prévoyant des paiements sous réserve de la production d'un ou de plusieurs des produits figurant sur une liste désignée. En d'autres termes, un producteur peut produire un ensemble de produits figurant sur la liste des produits admissibles et recevoir un transfert qui ne variera pas en fonction de sa décision.

Transferts au titre de tous les produits (TTP) : transferts qui découlent de mesures qui n'imposent aucune restriction sur le produit agricole produit, mais exigeant du bénéficiaire la production d'un produit de son choix.

Autres transferts aux producteurs (ATP) : transferts effectués dans le cadre de mesures non assorties d'une quelconque obligation de production de produits de base.

Coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs) : rapport entre la valeur des recettes agricoles brutes, y compris le soutien, et les recettes agricoles brutes (à la ferme) évaluées au prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation).

Coefficient nominal de protection des producteurs (CNP des producteurs) : rapport entre le prix moyen reçu par les producteurs (au départ de l'exploitation), y compris les paiements par tonne effectivement produite, et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNPP est également calculé par produit.

Estimations du soutien aux services d'intérêt général (ESSG) : transferts aux services d'intérêt général au secteur agricole pris collectivement (comme la recherche et le développement, la formation, les services d'inspection, la commercialisation et la promotion), qui découlent de mesures de soutien à l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole, le revenu agricole ou la consommation des produits agricoles.

Contrairement aux transferts ESP et ESC, ces transferts ne sont pas remis aux producteurs ou aux consommateurs individuellement et ils n'influent pas directement sur les recettes agricoles (revenu) ou les dépenses de consommation. Toutefois, ils peuvent avoir une incidence sur la production et la consommation de produits agricoles.

ESSG : part du soutien aux services d'intérêt général fournis à l'ensemble du secteur agricole dans le soutien total à l'agriculture (EST).

Estimation du soutien au consommateur (ESC) : transferts aux (des) consommateurs de produits agricoles, découlant de mesures qui soutiennent l'agriculture indépendamment de leur nature, leurs objectifs ou leurs incidences sur la consommation de produits agricoles.

L'ESC est composée des transferts explicites et implicites des consommateurs aux producteurs agricoles liés au soutien des prix du marché pour les produits agricoles produits et consommés au pays (transferts des consommateurs aux producteurs), de même que les transferts au budget et/ou aux importateurs pour la part de la consommation concernant les produits importés (autres transferts des consommateurs).

Cet indicateur est mesuré après déduction des transferts aux consommateurs destinés à compenser leur contribution au soutien des prix du marché d'un produit particulier (transferts des contribuables aux consommateurs), et la contribution des producteurs (en tant que consommateurs de produits végétaux d'origine intérieure) au soutien des prix du marché des produits utilisés comme aliments du bétail (coût supplémentaire pour l'alimentation animale).

Lorsque l'ESC est négative, elle indique les transferts des consommateurs et mesure la taxe implicite à la consommation liée aux politiques en faveur du secteur agricole. Bien que les dépenses

de consommation soient majorées/diminuées du montant de la taxe implicite ou des paiements, cet indicateur n'est pas en soi une estimation de leurs incidences sur les dépenses de consommation.

ESC en pourcentage : rapport entre la valeur totale des dépenses de consommation de produits produits localement et la valeur de la consommation totale, moins l'aide budgétaire aux consommateurs. Ce pourcentage mesure la taxe implicite (ou la subvention si l'ESC est positif) sur les consommateurs en tant que partie des dépenses de consommation à la production.

Coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs) : rapport entre la valeur des dépenses consacrées à la consommation de produits agricoles (au départ de l'exploitations) et leur valeur aux prix à la frontière.

Coefficient nominal de protection des consommateurs (CNP des consommateurs) : rapport entre le prix moyen payé par les consommateurs (au départ de l'exploitation) et le prix à la frontière (mesuré au départ de l'exploitation). Le CNP des consommateurs est également calculé par produit.

Estimation du soutien total (EST) : transferts des contribuables et des consommateurs qui découlent des mesures de soutien à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées, peu importe leurs objectifs et leurs incidences sur la production agricole et le revenu, ou la consommation de produits agricoles.

L'estimation du soutien total représente la somme des transferts suivants :

- 1) Transferts bruts explicites et implicites des consommateurs de produits agricoles aux producteurs agricoles, déduction faite des contributions financières des producteurs (qui apparaissent dans le SPM et l'ESC);
- 2) Transferts bruts des contribuables aux producteurs agricoles (dans l'ESP);
- 3) Transferts bruts des contribuables aux services d'intérêt général pour l'agriculture (ESSG);
- 4) Transferts bruts des contribuables aux consommateurs de produits agricoles (dans l'ESC).

Étant donné que les transferts des consommateurs aux producteurs sont inclus dans le SPM, l'EST représente également la somme de l'ESP, l'ESSG et les transferts des contribuables aux

consommateurs (dans l'ESC). L'EST mesure le coût global du soutien à l'agriculture financé par les consommateurs (transferts des consommateurs) et les contribuables (transferts des contribuables), déduction faite des revenus d'importation (revenus budgétaires).

L'EST en pourcentage : partie du soutien total à l'agriculture du produit intérieur brut (PIB).

Traitement des taxes et des prélèvements

Telles qu'elles sont définies, l'ESP et l'ESC sont calculées déduction faite des contributions des producteurs au financement des mesures de soutien à leur faveur. De même, les recettes provenant des taxes et prélèvements à la production destinés à financer une mesure donnée sont déduites elles aussi du montant total du paiement attribué aux producteurs conformément à cette mesure.

Le cas du soutien négatif

La notion d'ESP « brute » permet d'envisager les cas où le soutien est négatif, par exemple lorsque des mesures stratégiques agricoles taxent par rapport à ce qui se passerait en l'absence de telles mesures - c.-à-d. lorsque seulement des mesures économiques générales sont appliquées.

L'exemple type du soutien négatif est une taxe à l'exportation ou toute autre mesure agricole décourageant les exportations et se traduisant par un prix intérieur inférieur au prix mondial.

Signification et interprétation des principaux indicateurs

Estimation du soutien aux producteurs (ESP) et coefficient nominal de soutien aux producteurs (CNS aux producteurs)

L'ESP est une mesure statique de soutien offerte aux producteurs agricoles au cours d'une période donnée (p. ex. une année ou une campagne) et qui est définie par des conditions macroéconomiques globales et des politiques économiques générales.

Par exemple, le soutien à l'agriculture serait nul si seulement des politiques économiques générales étaient en vigueur et qu'aucune politique spécifique ne viendrait modifier la transmission des conditions macroéconomiques générales au secteur agricole. Dans de telle situation, le total des recettes agricoles courantes serait obtenu entièrement sur le marché en l'absence de transferts aux agriculteurs liés aux politiques. Il s'agit là d'un cas extrême.

Ainsi, un pourcentage de 60 p. 100 de l'ESP, par exemple, représente la portion des transferts aux producteurs agricoles par rapport à la valeur totale des recettes agricoles brutes (mesurées par l'ESP), ou la partie des recettes agricoles brutes découlant des politiques. Ainsi, 40 p. 100 des recettes agricoles brutes sont obtenues sur le marché en l'absence de toute forme d'aide.

Lorsque le coefficient d'aide nationale aux producteurs est égal à un, cela signifie que les recettes agricoles brutes sont obtenues entièrement sur le marché, sans aucune aide budgétaire. Par conséquent, plus le coefficient d'aide nominale aux producteurs est élevé, plus la part des recettes agricoles brutes obtenues sur le marché est petite. Par exemple, un CNS aux producteurs de 2,50 indique que la valeur des recettes agricoles brutes correspond à deux fois et demi ce qu'elles devraient être si les recettes étaient obtenues entièrement aux prix du marché mondial, en l'absence du soutien d'une politique.

Estimation du soutien aux consommateurs (ESC) et coefficient nominal de soutien aux consommateurs (CNS aux consommateurs)

Un pourcentage de -60 p. 100 de l'ESC signifie que 60 p. 100 des dépenses de consommation totales en produits agricoles représente un transfert des consommateurs aux producteurs, ou la partie des dépenses de consommation créée par les politiques.

Lorsque le CNS aux consommateurs est égal à un, cela signifie que les dépenses de consommation totales en produits agricoles sont au prix du marché, sans aide aux producteurs et consommateurs. Par conséquent, plus le CNS aux consommateurs est élevé, moins la part des dépenses de consommation reflète le marché. Par exemple, un CNS aux consommateurs de 2,50 indique que les dépenses du consommateur sont deux fois et demi ce qu'elles devraient être si elles étaient entièrement guidées par les prix des marchés mondiaux, en l'absence d'aide budgétaire aux consommateurs.

Calcul du soutien des prix du marché (SPM)

Le soutien des prix du marché est calculé seulement lorsqu'il existe des politiques ayant des incidences sur la transmission des conditions macroéconomiques générales aux producteurs agricoles et créent un écart de prix s'accompagnant de transferts des consommateurs aux producteurs.

L'ESSG et l'EST en pourcentages

L'ESSG en pourcentage mesure la part des transferts aux services d'intérêt général pour l'agriculture dans le soutien total à l'agriculture (EST), et ainsi elle indique le pourcentage relatif des transferts qui font partie de l'EST et de l'ESSG dans chaque pays.

Toute autre chose étant égale, plus le pourcentage de l'ESSG est faible, plus la part des transferts ESP est élevée dans le cadre du soutien total à l'agriculture, et plus les répercussions associées à la production et aux échanges commerciaux sont importantes.

L'EST en pourcentage mesure la part de l'aide totale à l'agriculture à l'intérieur du PIB d'un pays ou la part du revenu national utilisé pour aider l'agriculture. Elle est tributaire de l'importance du secteur agricole dans l'économie.

Par conséquent, plus le pourcentage de l'EST est élevé, plus importante est la part de revenu national utilisé pour aider l'agriculture.